POLITIQUE.

SUR LES CRÉANCES
RÉCLAMÉES DE LA FRANCE PAR LA RUSSIE,
AU NOM DU ROYAUME DE POLOGNE.

Des journaux de Paris, en annonçant, il y a quelques mois, l'arrivée dans cette capitale du prince Lubecki, conseiller intime de la cour de Russie, ont affirmé que cet envoyé est chargé par sa cour de réclamer le paiement de sommes dont le royaume de Pologne se trouve créancier vis-à-vis de la France. Ils ont ajouté que le gouvernement russe se proposait d'employer ces fonds à la formation d'une nouvelle armée polonaise, dès que le recouvrement lui en serait assuré pour une époque déterminée.

Comme ces nouvelles occasionent de nombreux débats dans les feuilles publiques, et qu'elles donnent lieu à des inductions souvent erronnées, je crois devoir donner à ce sujet quelques renseignemens que je retrouve dans ma mémoire, et que j'ai recueillis pendant la durée de mes fonctions au ministère des finances du royaume de Pologne, avant sa dernière révolution. A ces éclaircissemens j'ajouterai un examen analytique des principes sur lesquels le gouvernement russe pourrait fonder ses réclamations.

Les réclamations que le royaume de Pologne serait en droit d'adresser à la France, ont leur origine dans le traité de Vienne, conclu en 1815, ainsi que dans les conventions qui en furent la suite. Elles seraient fondées sur les créances du trésor et des habitans du ci-devant duché de Varsovie, qui fut alors érigé en royaume de Pologne. Les titres qui constituent principalement ces créances sont :

1° Des bons échangés par le gouvernement du duché de Varsovie contre les sommes dites de Baïonne, confisquées à la Prusse, et cédées à ce duché en 1808, par l'empereur Napoléon, mais qui, en 1815, sont rentrées dans la propriété du gouvernement prussien.

2° Des avances et fournitures faites par le duché de Varsovie pour le compte du gouvernement français, de 1806 à 1813.

3° Des prétentions du royaume de Saxe envers la France, qui ont été cédées au royaume de Pologne à la suite des dernières liquidations avec ce pays.

Cependant, d'un autre côté, le royaume de Pologne, se trouve grevé, vis-à-vis de la France, de certaines dettes. Elles résultent, pour la plupart, d'avances et de fournitures faites par le gouvernement français pour le compte du duché de Varsovie, et du droit que des citoyens français prétendent avoir aux revenus des biens qu'ils ont possédés dans ce pays, en vertu de donations faites par l'empereur Napoléon; car, quoique ces biens aient été confisqués en 1813, la jouissance des revenus n'en a pas moins été accordée à leurs anciens propriétaires jusqu'au 1er juin 1814.

Cet actif et ce passif, mis en balance, paraissaient établir le royaume de Pologne créancier de la France, comme on a pu s'en convaincre par l'examen des titres respectifs, qui, à l'effet d'opérer une liquidation définitive, ont été rassemblés par l'ancien ministère des finances en Pologne. Cette liquidation s'est trouvée suspendue, et c'était pour la continuer qu'en 1830, le même prince Lubecki, alors ministre des finances en Pologne, devait se rendre à Paris. Cette mission n'eut pas lieu à cause de la révolution de juillet.

Ainsi, comme on peut le voir, les créances polonaises, qui, d'après les journaux, doivent être l'objet des réclamations du gouvernement russe, sont encore à déterminer. Par conséquent, le montant ne peut en être fixé avec pré-

cision, bien que d'après les titres dont nous avons parlé, on l'évaluât à vingt millions de francs.

Examinons maintenant les titres qui peuvent autoriser le gouvernement russe à négocier dans cette affaire avec le cabinet français, soit pour faire une liquidation, soit pour réclamer le paiement des créances qui en pourraient résulter en faveur du royaume de Pologne.

On voit que le traité de 1815, d'où les créances en question tirent leur origine diplomatique, a été conclu pendant le congrès de Vienne, par les puissances alors arbitres des destinées de l'Europe, et principalement par l'Angleterre, la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie. On n'ignore pas non plus que ce traité n'a été jusqu'à ce jour remplacé par aucun autre. Conformément à sa teneur, le royaume de Pologne, formé du ci-devant duché de Varsovie, devait être uni à la Russie, tout en possédant une constitution et une administration distinctes. Ce traité, qui a autorisé l'empereur de Russie à prendre le titre de roi de Pologne, a garanti à tous les habitans de l'ancienne Pologne une représentation et des institutions nationales.

De là résulte que le gouvernement russe, voulant aujourd'hui négocier avec la France au sujet des créances du royaume de Pologne, est obligé de se fonder sur le même traité. Par conséquent, sa réclamation ne serait admissible qu'autant que toutes les conditions de ce traité auraient été remplies, et que l'autocrate se trouverait légitime représentant de la Pologne constituée en 1815.

Voyons maintenant jusqu'à quel point les obligations du traité de 1815 se trouvent remplies par l'empereur de Russie, soit envers le soi-disant royaume de Pologne, soit envers les autres provinces de l'ancienne Pologne, usurpées antérieurement par la Russie.

Vers la fin de 1830, une révolution éclata en Pologne; provoquée par la violation des lois fondamentales du pays, cette révolution a été reconnue par la diète polonaise comme

nationale. L'empereur de Russie, au lieu d'obtempérer aux justes réclamations d'une nation entière, au lieu de garantir l'inviolabilité de ses promesses, se refusa à tout acte de justice et menaça d'écraser le pays avec ses armées. La diète alors prononça la déchéance des Romanof et proclama l'indépendance de toutes les parties de la Pologne qui relevaient de la Russie.

L'invasion des armées russes trouva une vive résistance, non seulement dans l'armée et les citoyens du royaume de Pologne, mais encore dans les habitans de la Lithuanie, de la Volhynie, de la Podolie et de l'Ukraine, qui s'étaient levés spontanément pour se joindre à leurs frères. Les autres cours signataires du traité de 1815 se décidèrent à rester neutres dans cette lutte inégale; toutefois celles de France et d'Angleterre par leurs représentations au cabinet de Pétersbourg, exigèrent le maintien du statu-quo de 1815 de la Pologne, dont la réunion à la Russie était un arrangement européen subordonné à de certaines conditions. En conséquence, le roi des Français, lors de l'ouverture des chambres en 1831, ainsi que la chambre des députés dans son adresse en réponse au discours du trône, ont assuré solennellement: *que la nationalité polonaise ne périrait pas.*

Peu de temps après, la chute de la Pologne, amenée par un excès de confiance dans les relations diplomatiques et la violation flagrante de la neutralité par la Prusse et l'Autriche, a montré au monde le peu de poids qu'il fallait attacher à ces paroles. Cependant, la diète, loin de révoquer la déchéance des Romanof et l'indépendance de la Pologne, qu'elle avait proclamées, prit au contraire la résolution de se réunir, même sur le sol étranger, dans un nombre de membres voulu par la loi. Ensuite un grand nombre de ces membres et de fonctionnaires civils et militaires ayant quitté le pays avec l'armée, la nation polonaise fut mise sous la protection des puissances qui ont garanti sa nationalité.

Après la chute du gouvernement national en Pologne,

l'autocrate, devenu maître du pays, y a introduit des changemens entièrement contraires aux obligations qu'il avait contractées. A la suite de ces changemens, le royaume de Pologne ayant perdu sa constitution, et, avec elle, toutes ses anciennes institutions, est devenue province russe placée sous un gouvernement militaire. Les habitans, privés des marques de leur nationalité, ont été déclarés *former avec les Russes une seule et même nation.* On s'est même mis en mesure de détruire tout ce qui tient à leur nationalité, soit par la prohibition de la langue polonaise dans les provinces de l'ancienne Pologne et l'abrogation des lois qui y étaient obligatoires depuis des siècles, soit par une foule d'actes plus barbares encore, sans être moins hostiles à la civilisation et à la dignité des peuples. Déposer dans les déserts de la Sibérie, un nombre considérable de personnes de tout âge et de tout sexe, condamnées par les cours martiales ou même sans aucune formalité, malgré l'amnistie qui a été accordée plusieurs fois; transplanter des familles entières dans les stèpes du Caucase, pour les assujétir à un service militaire sans fin, c'est-à-dire à un éternel esclavage; enrôler toute la jeunesse dans les régimens russes employés la plupart en Asie, sans en excepter les anciens militaires dont les fils mêmes sont destinés à ce service; enlever les enfans mineurs pour les transporter en Russie, malgré la résistance de leurs parens; opprimer la religion catholique en diminuant de plus en plus le nombre des églises ainsi que celui des prêtres, en substituant à cette religion nationale la croyance dont l'autocrate s'est fait lui-même le chef; supprimer les instituts d'instruction publique et enlever des bibliothèques ainsi que d'autres collections scientifiques; confisquer des fortunes particulières; déshériter des successeurs légitimes; commettre enfin d'autres cruautés inouïes qu'il est impossible d'énumérer; tel est le spectacle que les barbares du Nord se sont cru le droit de donner à l'Europe du 19e siècle !!

Ces révoltantes atrocités avaient forcé les cabinets de Paris et de Londres à renouveler leurs représentations par la voie diplomatique ; et comme la cour de Russie osa soutenir que le traité de 1815 n'était point violé, les mêmes cabinets ont protesté contre cette interprétation impudente.

Toutefois les cours d'Autriche et de Prusse, jetant le masque, s'unirent à celle de Russie, et parurent prendre un rôle actif dans cette coalition nouvelle. On en voit une preuve bien convaincante dans leur conduite à l'égard des sous-officiers et soldats polonais réfugiés dans ces pays : tous y ont été durement traités, et la plupart même forcés de rentrer sous le joug moscovite.

En 1832, la cause polonaise devint l'objet de quelques débats au parlement d'Angleterre. Ces débats, suivis de déclarations du ministère de cette nation, favorables à la Pologne, eurent pour résultat l'envoi d'un ambassadeur extraordinaire à Pétersbourg.

En France, la chambre des députés, réunie la même année, s'est également prononcée en faveur de la Pologne, dans son adresse au trône, qui se termine par ces paroles mémorables :

« Si la voix de la politique européenne, qui, nous en « avons la confiance, ne parlera pas toujours en vain, n'a « pu jusqu'à présent être écoutée, que dès aujourd'hui, du « moins, le cri de l'humanité soit entendu. »

En 1833, de nouveaux débats s'étant élevés au sujet de la Pologne dans la chambre des communes d'Angleterre, on y reconnut à l'unanimité que le nouvel état de cette nation était une violation manifeste du traité de Vienne. Le ministère, en partageant complétement cette manière de voir, ajouta encore pour l'appuyer, que le peuple polonais, *victime d'un crime politique,* sans exemple dans l'histoire, se trouve accablé de persécutions et de malheurs les moins mérités; que, conformément à la teneur et à l'esprit du traité de 1815, la Pologne, dans l'intérêt de toute l'Eu-

rope, devait être unie à la Russie, en vertu *de sa constitution, placée sous la sauve-garde du même traité;* qu'avant cette époque, les prétentions de la Russie envers la Pologne, ne se fondant *sur aucun droit, l'insurrection n'a pu délier la première des obligations créées par ce traité;* que l'Angleterre a protesté vivement contre toute autre interprétation dudit acte, et que la France a complétement partagé ses vues sur cette question, bien que l'Autriche et la Prusse aient été d'une opinion différente. Qu'en conséquence, les puissances signataires du traité de 1815, ont le droit d'intervenir pour faire remplir les conditions qu'il renferme; mais qu'on n'a pas jugé à propos d'en faire un cas de guerre générale, dans l'intérêt même de la Pologne.

Plus tard, un des journaux de Pétersbourg s'est efforcé de combattre ces déclarations du ministère britannique, en soutenant tantôt que l'intervention de la France et de l'Angleterre, dans cette affaire, ne saurait être justifiable; tantôt que le traité de 1815 n'a pas éprouvé d'atteintes par suite des changemens opérés en Pologne.

Cependant le ministère français, dans sa réponse publiée par le Moniteur, ayant réfuté la thèse du publiciste russe, et cela par ses propres argumens, l'a établi en contradiction patente avec lui-même. Il s'est en outre réservé d'examiner, en temps et lieu, les questions de droit et de fait, pour mettre encore mieux à découvert toute la mauvaise foi du cabinet de Pétersbourg; et, en concluant que l'insurrection polonaise, fût-elle vraiment nationale ou simplement l'œuvre d'une minorité, n'a pu relever la Russie des obligations contractées envers ce pays, il termine ainsi :

« Nous ne vivons pas dans un siècle où la justice per-
« mette et la sagesse conseille à un gouvernement de pro-
« clamer une nation entière digne de châtiment, et d'user
« envers elle d'un *prétendu droit* de conquête que la civili-
« sation ne reconnaît plus, au moins dans ce sens. »

La chambre des députés français, réunie en 1834, loin

d'oublier l'affaire dont il s'agit, a encore appelé dans deux adresses l'attention du gouvernement sur la Pologne. La première de ces adresses contient entre autres choses ce qui suit :

« La France, en sa qualité de partie dans les contrats « européens, a supporté et supporte encore, avec un rare « désintéressement, l'état de possession, si onéreusement « établi à son préjudice. Elle n'a fait aucun effort pour le « changer ; mais, par cela même, elle n'a reconnu et ne « peut reconnaître à aucune puissance le droit de détruire « ou d'altérer sans elle ce qui a été établi avec son con- « cours, ou ce qui existe en vertu d'un consentement anté- « rieur, etc. La chambre des députés a l'assurance que le « gouvernement a *protesté* contre l'état actuel de la Polo- « gne, et qu'il réclamera toujours avec force et persévé- « rance en faveur de cette brave et malheureuse nation. »

Enfin la dernière adresse de cette chambre, après avoir fait mention de l'équilibre européen, ajoute positivement : que cet équilibre a été *gravement compromis par les atteintes portées à la nationalité polonaise*.

Cette fidèle et chronologique exposition prouve :

Que le royaume de Pologne, ainsi que d'autres parties de l'ancienne Pologne soumises à la Russie, se trouvent actuellement dans un état tout différent de celui que leur avait assigné le traité de 1815, acte qui constate les titres des créances dudit royaume envers la France ; que cette différence, résultat de la conduite astucieuse et contraire au droit des gens de l'empereur de Russie, n'est appuyée que par les cours d'Autriche et de Prusse, complices de la Russie dans le partage et l'asservissement de la Pologne ; que la France et l'Angleterre ayant protesté contre cet état de choses, il n'a pas et ne peut jamais avoir la moindre légalité ; qu'en conséquence, et vu la déchéance prononcée dernièrement par la diète polonaise contre l'autocrate, celui-ci ayant cessé d'être roi de Pologne, a perdu le droit de représenter ce pays, et par là même la faculté

de négocier avec la France au sujet de ses créances ; que de même les habitans de la Pologne n'étant plus sujets russes, conservent intacts leurs droits aux mêmes créances, et leurs titres primitifs ; que la marche des cabinets de Paris et de Londres, suivie jusqu'à ce jour dans les affaires de la Pologne, se trouve conforme aux vœux manifestés par les représentans de la France et de l'Angleterre, d'après l'avis desquels l'état actuel de la Pologne est incompatible avec la sûreté de l'Europe ; qu'ainsi le gouvernement français, en entamant aujourd'hui quelques négociations avec la Russie, relativement aux créances du royaume de Pologne, agirait non seulement contre son propre sentiment et contre les droits reconnus de ce dernier pays, mais encore contre le vœu de la nation française et l'intérêt général de l'Europe.

En admettant cependant que le gouvernement russe, en se croyant délié des obligations que lui avait imposées le traité de 1815, voulût fonder ses réclamations sur la possession du royaume de Pologne, et faire valoir à l'appui le projet d'y former de nouvelles troupes, on a déjà prouvé plus haut que, hors du traité de 1815, la Russie n'a aucun droit sur la Pologne : donc la possession physique de ce pays n'a pu lui donner aucun droit, et d'autant moins que les dernières protestations des cabinets de Paris et de Londres, jointes à la déchéance prononcée antérieurement par la diète polonaise, ont enlevé à l'empereur de Russie tous les titres qu'il pouvait avoir par suite du même traité. De là il résulte que la réclamation du cabinet de Pétersbourg ne serait pas mieux basée sur ce dernier motif, que sur les raisons données précédemment.

Quant à la destination des fonds en question, il est à remarquer d'abord que la nature et la propriété de ces fonds ne pouvant être connues avant une liquidation définitive avec la France, tout projet manifesté aujourd'hui à cet égard ne serait nullement admissible.

D'ailleurs la formation de nouvelles troupes en Pologne

ne serait d'aucun intérêt pour ce pays, dans son état actuel, et des ouvertures faites à ce sujet, de la part de la Russie, prouveraient uniquement que le chef de cet état commence à reconnaître lui-même l'injustice qu'il avait commise en supprimant l'armée de la Pologne, ainsi que d'autres marques de la nationalité polonaise.

L'analyse que nous venons de faire nous semble démontrer suffisamment que la justice, la dignité de la France, ainsi que l'intérêt de toute l'Europe, s'opposent à ce que le gouvernement français entre en négociation quelconque avec le gouvernement russe, au sujet des créances polonaises, avant de régler définitivement les affaires de ce pays. Les mêmes raisons s'opposent encore plus fortement à toute convention dont le but serait de réaliser quelque partie de ces créances au profit de la Russie.

La retenue des fonds à provenir desdites créances pourrait même fournir au gouvernement français un moyen de plus pour assurer l'arrangement des affaires de la Pologne. Cette mesure donnerait en même temps quelques garanties aux réfugiés polonais victimes d'aussi grandes spoliations de la part de la Russie.

Au surplus, l'arrangement définitif des affaires de la Pologne pourra mettre ce pays dans une position différente de celle où il se trouvait précédemment vis-à-vis de la Russie. Dans ce cas, le dépositaire de sa propriété en serait responsable et devrait lui en tenir compte d'après les principes de droit et d'équité. Ainsi, les intérêts même de la France exigent des précautions qui garantissent sa responsabilité à l'égard des créances polonaises.

Soutenir le contraire, et attribuer au gouvernement russe le droit de réclamer la propriété de la Pologne, parce que son autorité dans ce pays se fonde sur une force brutale, ce serait plaider la cause de l'arbitraire et de l'oppression. En effet, peut-on supposer quelque consentement soit de la part des victimes de cette force, privées de leur liberté, et par conséquent dans l'impuissance de se pro-

noncer valablement à cet égard, soit de la part de ceux qui, plus heureux, étant parvenus à se réfugier sur le sol étranger, sont à l'abri de l'autorité du gouvernement russe, et ne dépendent de lui ni de droit, ni de fait?

Ces réfugiés ne sont-ils pas mieux placés que qui que ce soit, pour réclamer directement l'exécution des obligations du gouvernement français? et celui-ci ne pourrait-il pas s'arranger avec eux beaucoup plus facilement qu'avec celui qui se dit leur représentant et qui n'est qu'un usurpateur?

La réponse à ces questions paraît toute simple. Or, quant aux réfugiés qui habitent actuellement la France, il ne dépend que du gouvernement français de leur accorder la même faveur qu'aux habitans du pays, et de les admettre avec ceux-ci à faire valoir leurs créances devant des autorités compétentes. L'exercice de cette faveur pourrait, pour le moment, se borner à des prétentions personnelles à la réclamation de dettes dont la France serait débitrice originelle. Du nombre de ces dernières, celles qui méritent sans doute une attention particulière sont les pensions résultant de dotations, ainsi que celles qui, attachées à des décorations, ont été garanties aux militaires polonais par l'article 19 du traité de Paris du 5 avril 1814, article resté sans exécution jusqu'à ce jour.

On pourrait encore alléguer plusieurs raisons contre tout arrangement avec la Russie, et entre autres que les pensions garanties aux militaires polonais par le traité que nous venons de citer, loin d'être acquittées, étaient même contestées à leurs propriétaires, ainsi que le prouvent diverses réponses faites aux pétitionnaires; que d'autres prétentions des habitans du royaume de Pologne, depuis l'occupation de ce pays par l'armée russe, en 1813, restent encore à satisfaire, bien qu'on ait depuis long-temps réglé les liquidations relatives à cette époque avec l'Autriche et la Prusse, à la suite desquelles des sommes considérables ont été réalisées; que ces circonstances, jointes à la

conduite du gouvernement russe envers la Pologne, ne permettent plus d'avoir la moindre confiance dans les actes de ce gouvernement, qui a foulé aux pieds les droits les plus sacrés, et violé les obligations les plus solennelles; que la forme du gouvernement russe, différente de toutes formes de gouvernement établies dans les pays civilisés, présente d'autant moins de garantie pour l'accomplissement des obligations qu'il pourrait contracter, que son chef, irresponsable, est au dessus de la loi, et que tous les pouvoirs de l'état, sans en excepter les pouvoirs judiciaire et ecclésiastique, relèvent exclusivement de lui.

Telles sont les causes principales qui doivent faire refuser au gouvernement français le paiement d'une somme que la Russie n'a point droit d'exiger. Espérons que la France s'épargnera une concession aussi contraire à ses propres intérêts qu'à ceux de la Pologne.

HISTOIRE.

LA VÉRITÉ SUR PIERRE-LE-GRAND,

ET LA RUSSIE MODERNE, SON OUVRAGE.

Il est pour la pensée des crises que l'on ne saurait que difficilement manifester par une expression calme et mesurée; celle sous l'influence de laquelle se trouvent mes sentimens patriotiques, me permettra cependant, j'ose l'espérer, Dieu aidant, de ne point trahir le feu qui me brûle, et même en parlant de la Russie, de ne lui rendre aucune des injustices qu'elle déverse depuis si long-temps sur ma malheureuse patrie. J'ai foi dans les vues providentielles, et je crois que des desseins dont le but est de renverser toute idée de justice éternelle, ne sauraient être ja-

mais long-temps couronnés de succès. L'enfer qu'ici-bas arrangent les hommes, les choses le dérangent; non seulement je ne demande pas au ciel vengeance contre les Russes, mais je forme des vœux pour que mes malheureux compatriotes, qu'un pouvoir oppressif a exilés en masse et déportés en Asie, puissent par les sentimens d'honneur et de patriotisme qui les caractérisent, contribuer à faire éclore en Russie des germes d'un avenir moins immoral et plus glorieux que n'a été le passé. Nos martyrs savent supporter avec résignation leurs souffrances, ils ne reculeront pas devant la pensée de les mettre à profit pour améliorer le sort d'un peuple aujourd'hui hostile, et dont l'émancipation complèterait le triomphe du progrès social en Europe. La terre des tombeaux est partout sous l'influence de la même température; les victimes de Nicolas ne maudiront pas leur cruelle destinée, si les traces de leur dévouement servent la cause de l'humanité et influent sur les régions glacées du pôle. L'empereur Nicolas n'est pas seul auteur des maux qu'il répand autour de lui : les hommes en Russie n'ont pas affaire à un individu, à un tyran, mais avec toute une institution tyrannique : et comme les premiers chrétiens étaient également opprimés sous Néron et Maximien, aussi bien que sous Trajan et Marc-Aurèle, de même aussitôt que Nicolas tomberait, un nouveau persécuteur renaîtrait, sous un autre nom, pour les Polonais, dont le crime irrémissible est de représenter les sentimens dignes de la civilisation européenne la plus avancée. Le Polonais ne hait en Russie que l'oppression commune; les drapeaux de nos faucheurs portaient la devise : *pour notre liberté et la vôtre*. Loin donc de nous à jamais toute haine nationale, qui, plus facilement que tout autre motif ,empêcherait de rien oublier et de rien apprendre. Nous avons l'intime conviction qu'à côté d'une Pologne libre et indépendante, telle enfin que celle qui, pendant des siècles, a défendu la civilisation européenne, la Russie gouvernée par une intelligence chrétienne, pourrait

bientôt recéler dans son sein un état de choses que ses plus chauds amis ne sauraient rendre plus prospère. Sans être menaçante comme un fléau de barbarie, et n'ayant par sa position géographique rien à craindre, la Russie offrirait bientôt le tableau d'un pays où la paix et le bonheur n'auraient à redouter aucune atteinte. La Russie n'a pas et ne peut avoir de dangers extérieurs ; ses dangers n'existent que dans des jugemens faussés par un état social et un gouvernement qui sont parvenus à donner aux termes les plus simples de la langue, une interprétation absurde et mensongère. Les mots : *homme*, *chrétien*, *monarque*, *trésor public*, ne signifient pas en Russie ce qu'ils signifient ailleurs. Tout le dictionnaire moral et politique a été successivement défiguré par ceux qui se sont chargés d'assurer le bonheur du peuple russe (1).

En tâchant d'indiquer soigneusement tout ce qui dénature les bonnes qualités et la saine raison du peuple russe, nous parlerons de Pierre-le-Grand, véritable créateur d'un système de politique et d'administration suivi jusqu'à nos jours en Russie, et nous rechercherons la vérité et rien que la vérité. Pour ceux qui ne veulent connaître la Russie que par les courtisans, nos efforts seront le plus souvent infructueux, mais la masse des hommes de bonne foi trouvera, nous l'espérons, quelques lumières dans l'essai que nous présentons à un examen impartial. Nous nous proposons d'attirer l'attention de nos lecteurs sur la mauvaise foi qui existe dans le langage officiel de la Russie, et non dans les

(1) Le mot *homme* ne veut pas dire en russe *homme*, mais *domestique*. *Chrétien* ne veut pas dire *chrétien*, mais *paysan*, etc. Pendant la domination tartare, à laquelle la Russie a été soumise, les prisonniers étaient naturellement qualifiés de chrétiens, à cause de la religion qu'ils professaient. Cette qualification, appliquée le plus souvent à des paysans, se conserva dans l'idiome russe après l'émancipation du pays. Aujourd'hui même, quand un propriétaire russe vend ses serfs, il dit : *J'ai tant de chrétiens, je les vends cent roubles la pièce.*

idées du peuple russe, sur les avantages que le gouvernement russe a fait perdre à son pays, doté si généreusement par la Providence dans tous ses efforts d'agrandissement territorial; sur les causes qui ont diminué l'influence civilisatrice des libertés de Nowgorod; sur le progrès social importé de la Grèce à Kiow, et de l'occident de l'Europe dans les provinces allemandes, suédoises et polonaises, que l'empire russe a successivement englouties; sur le peu d'utilité que la Russie a retiré du génie incontestable de Pierre-le-Grand, par suite de la manie de ce prince, qui voulait donner à son empire une ressemblance servile avec le reste de l'Europe; enfin sur le rêve des autocrates, de réunir sous leur sceptre de fer tous les peuples d'origine slave, et de les faire représenter par le peuple russe, rêve qui ne saurait être jamais réalisé, de même que les peuples d'origine latine et germanique ne peuvent produire une seule grande unité homogène. Nous tâcherons de faire aussi entrevoir le besoin d'un lien moral qui manque en Europe entre les croyances politiques qui s'en vont et celles qui s'efforcent de les remplacer; de faire pressentir nos craintes sur ce que les nations qui paraissaient destinées à élaborer et à compléter les améliorations et les garanties sociales, après être parvenues à s'assurer quelques libertés partielles, aujourd'hui, plus effrayées de commotions que désireuses du progrès, peuvent ne pas être appelées à fonder la nouvelle religion sociale; nous établirons enfin que la république, la souveraineté du peuple, la monarchie limitée et le despotisme, peuvent être également des mots vides de sens par l'immoralité de ceux auxquels le gouvernement est confié; mais que si, de la hauteur des idées théoriques on descend à l'application, on trouvera que la plus mauvaise direction que l'on puisse donner à une nation, c'est de la gouverner à la russe.

Que l'Europe apprenne donc à connaître cette Russie et son fondateur Pierre-le-Grand; l'Europe qui ne cesse d'appeler la Russie à la dictature, l'Europe dont les savans s'a-

musent à exalter l'ambition des autocrates ; que ces savans surtout puissent mettre plus de conscience dans les conseils qu'ils donnent aux gouvernemens, eux qui, au dire d'un homme de génie, « sont si disposés à faire science de tout, même de leur ignorance. » L'ignorance de l'Europe à l'égard de la Russie est d'autant plus impardonnable qu'elle est volontaire, si elle ne cherche point à s'instruire ailleurs que dans les publications officielles du gouvernement russe : l'ignorance des Russes, au contraire, est tout innocente, car elle est le résultat des manœuvres perfides de leur gouvernement (1).

Nous chercherions peut-être vainement une figure qui pût peindre la manière dont le gouvernement russe travaille à fausser et dénaturer l'intelligence du peuple. Prenons cependant la comparaison la plus simple qui se présente à notre esprit. Si, par exemple, quelqu'un n'avait jamais vu le sucre qu'à travers un verre coloré en bleu, sans se douter de cette interposition, il attribuerait sans doute au sucre la couleur qui n'appartient qu'au verre ; si ensuite, n'ayant encore aucune donnée sur le goût de cette sub-

(1) Le gouvernement autocratique ne cesse de régenter les idées de ses sujets dans les détails les plus minutieux. — Voyons ce qu'en dit un des admirateurs le plus aveugles des perfections autocratiques, M. Dupré-de-Saint-Maure, dans son ouvrage sur Pétersbourg, tome I, pag. 278 : « Un poète, traitant un sujet mythologi-
« que, s'aperçut, lorsque le censeur lui rendit son manuscrit, qu'il
« avait converti en petites lettres toutes les majuscules initiales
« des noms de divinités, telles qu'Apollon, Vénus, Jupiter, etc. Il n'y
« avait d'exception que pour le dieu Mars. L'auteur demandant au
« censeur le motif de cette exception, ce dernier se penche à son
« oreille et lui dit : « C'est que l'Empereur ayant beaucoup fait la
« guerre, la majuscule pour le dieu Mars devient une *convenance*. »

Un autre poète présenta à la censure un recueil où se trouvait cette pensée : « Voué à la solitude et à la misanthropie, je méprise le monde. » *Note du censeur* : « Il ne faut point mépriser le monde, car
« en généralisant ce mépris, on y comprendrait les empereurs, les
« ministres, enfin les personnages dignes de respect. »

stance, une autorité qui lui imposerait s'efforçait de lui faire croire que le sucre est amer, l'idée d'amertume s'introduirait chez lui dans celle du sucre. On aurait donc fait entrer de cette manière dans l'idée du sucre deux élémens faux, et qui ne se présenteraient pas moins toutes les fois que la pensée s'en occuperait. Or, le langage officiel, en Russie, chez le souverain comme chez l'employé le plus subalterne, exerce depuis long-temps le monopole exclusif d'implanter dans les esprits de pareilles erreurs. Toute expression d'une pensée libre est le plus strictement prohibée. A l'homme qui voit dans l'empire qu'il habite une immensité de terres vides et désertes propres à une exploitation productive, on fait dépenser ses forces et sa vie pour acquérir à son pays de nouveaux territoires également vides. On le fait travailler sans cesse à cette œuvre de la manière la plus pressée; on dirait qu'il s'agit d'un habitant de l'île de Ste-Hélène, qui étouffe faute d'espace. Celui qui oserait apprendre à ce malheureux Moscovite que toutes les nations vraiment civilisées du monde entier n'occupent qu'un continent qui n'est pas la sixième partie du sien, qui lui dirait qu'une seule ville comme celle de Newyork a plus de richesses agglomérées que toutes celles que possède son immense empire; qui oserait lui démontrer que, dans les cinquante millions d'habitans que l'on compte en Russie, il n'y a pas dix familles dont la vie sociale soit aussi bien garantie par les institutions politiques et la civilisation morale, que ne l'est la vie de tout habitant du petit canton de Genève, commettrait le délit de tendance à l'excitation à la haine et au mépris du gouvernement, et se verrait soumis à une procédure où le même gouvernement serait à la fois juge et partie, législateur et bourreau (1).

Ne nous étonnons donc pas de ce que la connaissance des droits de l'homme ne s'est pas encore fait jour en Rus-

(1) Toutes les grandeurs des autocrates ne savent donner aucun stimulant vraiment national aux habitans. Leur timidité apparaît à toute occasion. M. Dupré conte « qu'étant placé à table, un jour de

sie, et soyons sûrs que l'intelligence de la population de ce pays est assez flexible pour que les premières notions justes sur les conditions du bonheur social, une fois proclamées chez elle, n'y soient aussi bien comprises que partout ailleurs.

Ce qui est encore du domaine de l'inconnu, c'est la route que choisiront les vérités sociales pour se répandre sur les vastes régions de l'empire russe. Sera-ce par l'action d'un gouvernement moins aveuglé, ou par le progrès des lumières chez les gouvernés? Certes, le temps des réflexions sérieuses s'approche à grands pas pour les souverains de Russie; leurs succès mêmes doivent le hâter; mais, jusqu'à présent, quelle que soit la marche ordinaire des choses, les succès qui étendent la portée des vues, et adoucissent les déterminations sévères et violentes, ne purent en rien modifier les idées des autocrates qui ont si long-temps arrêté les belles destinées d'une si grande partie du monde. Sans cela, avec quel effroi l'autocrate du nord ne devrait-il pas méditer le rôle agonisant de son confrère de Constantinople? Assurément, ce n'est pas la propagande révolutionnaire, ni la liberté de la presse ou de la tribune qui ont amené les choses au point, qu'un empire radicalement despotique, dont les armes encore en 1829 ont su vaillamment résister aux redoutables forces de la Russie, a été réduit de nos jours à solliciter l'intervention des puissances chrétiennes contre un seul pacha rebelle, et n'a dû son salut qu'aux égards qu'on a eus encore pour l'espèce de légitimité dont il a invoqué le bénéfice. En citant le sort de l'empire turc comme horoscope de l'avenir d'une semblable autocratie dans le nord, ne devrions-nous pas rappeler encore que cette puissance du Croissant, qui a renversé l'empire grec, usé l'héroïsme des chevaliers de Rhodes, exercé la plus vaste influence sur l'Asie et l'Afri-

« grande réunion, près d'une jolie femme parlant français, et sans « le moindre accent, il lui dit : Madame est française? — Non, Mon- « sieur, répliqua-t-elle d'une voix douce, *je ne suis que Russe.* »

que, et qui, sans les immortels faits d'armes de Sobieski, eût réduit au vasselage la majeure partie des possessions actuelles de la maison d'Autriche, offrirait beaucoup de traits de ressemblance avec la Russie dans les différentes chances de son agrandissement, et pourrait nous fournir les meilleures indications sur les causes de la décadence que l'avenir prépare à la Russie. L'autocrate vient de recevoir une leçon non moins grave par les suites du système qu'il a suivi dans l'intérieur de son empire; il se peut que les fautes des cabinets qui préfèrent se creuser un abîme que de faire un pas rétrograde dans leurs doctrines politiques, l'aient aveuglé au point qu'il se croit vraiment vainqueur du mouvement national de la Pologne; le fait est que s'il s'obstine à persister dans le système suivi depuis quelques années, et qui l'a mis déjà deux fois au bord du précipice, c'est un signe que la Providence ne veut pas de lui pour fonder les améliorations qu'elle destine aux peuples septentrionaux, et que ces peuples seront appelés à provoquer eux-mêmes leur régénération, et à compléter par là l'émancipation de l'Europe. Il faudrait supposer à l'Europe civilisée une démence trop prolongée pour croire qu'ayant elle-même un besoin absolu de pacification et de désarmement général, elle pourrait y songer avant de détruire cette création colossale dont elle a protégé la naissance, et qui n'a pour principe de vie qu'un système de guerre continuel.

L'Europe est donc intéressée à réformer le système vital de la Russie, non par un sentiment philantropique qu'on craint aujourd'hui d'avouer comme un ridicule, mais par le besoin de reconstituer son organisation intérieure. L'entrée de la Russie dans une voie de civilisation productive et conservatrice, et sa sortie de la voie de destruction où son char est engagé, seraient l'objet du dernier effort qu'une intelligence supérieure fera accomplir à l'Europe armée, à l'Europe telle, qu'elle ne peut plus exister long-temps sans paralyser tout son avenir. On a eu déjà le temps de recon-

naître que ce qui gouverne le moins une société, c'est son gouvernement ; ce qui la gouverne, c'est ce qui la fait vivre. Anéantissez le commerce qui fait vivre aujourd'hui l'Angleterre et la Hollande, et tâchez ensuite d'établir dans ces royaumes un gouvernement quelconque ! Otez à l'Amérique le travail et la colonisation, et elle s'écroulera, fût-elle monarchie ou république. Otez à la Russie son organisation militaire, rendez-lui possible la vie sociale et intérieure, dévoilez-lui tous les mondes qu'elle a à conquérir dans son propre sein, et transformez ainsi sa grandeur factice qui aujourd'hui en fait une espèce de vampire politique, en grandeur réelle et toujours croissante, vous aurez délivré le monde d'une terreur qui trouble toutes ses combinaisons naturelles, et vous aurez rendu le plus grand service à la Russie elle-même. Aujourd'hui, il faut l'avouer, elle n'a que l'énergie d'une sorte d'éréthisme moral, qui use le principe de la vie, et ne redouble accidentellement ses forces que pour les miner et les anéantir.

Un des symptômes remarquables de cette route fausse que les efforts du gouvernement russe indiquent au patriotisme de ses sujets, c'est cette colère qu'il excite en eux contre la moindre observation faite sur les caractères distinctifs de leurs pays. Dans la différence qui existe entre eux et le reste des Européens, différence dont il est seul la cause, il leur fait apercevoir un outrage en quelque sorte personnel, tandis qu'elle n'est qu'une conséquence indispensable d'antécédens historiques, résultant eux-mêmes d'actes d'un gouvernement tyrannique et capricieux.

Le nom générique de Russie est la première cause qui fausse les notions du peuple moscovite. Ce dernier, qui est en majorité prépondérante dans l'agglomération appelée aujourd'hui l'empire russe, a perdu son nom naturel par le caprice du souverain, qui a mieux aimé prendre le titre de possessions convoitées, que de continuer l'illustration du peuple dont les conquêtes avaient déjà formé le plus vaste des empires. Le Moscovite n'est pas plus Russe que ne l'est

un Courlandais, un Finlandais ou un Polonais ; qu'un Hongrois, un Vénitien, un Bohémien, ne sont Autrichiens. Cette création capricieuse de leur nom, qui au premier abord peut paraître comme l'emploi indifférent d'un mot, a mis une confusion totale dans l'intelligence des habitans; ils ne peuvent se retrouver ni dans leur histoire, ni dans leurs institutions, ni dans leurs vues et tendances politiques pour l'avenir.

Si les habitans de la Moscovie pouvaient avoir une histoire véritable au lieu du roman rédigé en vertu d'un ukase par Karamzin, ils verraient une sorte de fatalité attachée à l'espèce d'invasion que la civilisation a essayée sur les populations qu'on a voulu confondre dans une homogénéité forcée. Ce n'est jamais la partie morale de la civilisation, rarement la partie intellectuelle, plus rarement encore la partie sociale, mais toujours le luxe de la civilisation matérielle, qui ouvrait cette voie sans aucun préparatif. Avant même de subir le joug des Tartares, qu'ont rapporté les Russes de leurs communications avec leurs maîtres en civilisation ? les bains et les vêtemens; car la civilisation morale et sociale des Grecs dégénérés, des Grecs du bas-empire, différait déjà si peu de la barbarie, que les *ouvriers de la lumière*, si l'on peut parler ainsi, qui pouvaient s'y former, ne pouvaient en aucune sorte se faire une idée de ces Grecs dont l'histoire du genre humain ne cessera jamais de se glorifier. Pendant les siècles de la domination tartare, qui ont tenu les Russes dans un abaissement extrême, le développement de leurs facultés intellectuelles, la moralisation de leurs habitudes et la formation de leurs idées sociales se sont tout-à-fait arrêtés ; et ce mouvement dans lequel les a poussés forcément Pierre-le-Grand, au lieu de développer les germes de leur véritable nationalité, en a effacé les derniers vestiges.

Depuis, tous les efforts du gouvernement n'ont servi qu'à favoriser la construction d'une énorme capitale, à couvrir de broderies les uniformes de nombreux courtisans,

et à enrégimenter toute une nation valeureuse. Mais entre la capitale, la cour, les états-majors d'un côté, et la véritable nation, la véritable armée de l'autre, il n'y a aucune sympathie. Ces dernières conservent, peut-être comme un rêve de leur origine, un reste de leur antique nationalité, et de la moralité innée dans la nature de l'homme : la cour et la capitale cultivent, comme en serre chaude, quelques bizarreries des cours européennes, et n'ont conservé avec les masses aucun lien d'une existence commune et identique. L'église même a été, en quelque sorte, dépouillée de ses conséquences chrétiennes (1), car le symbole religieux, lié aux réglemens de la discipline militaire, ne peut guère développer la moralité de l'évangile, ni créer une religion plus facilement, que les uniformes les mieux pris à la taille, et les évolutions régimentaires qui nivellent toutes les individualités, ne peuvent remplacer les avantages moraux, économiques et intellectuels d'une véritable civilisation sociale. Quiconque n'est pas de notre opinion sur les progrès que la Russie, sous le régime d'un gouvernement vraiment national et libre, aurait pu faire, devrait lire et méditer l'histoire de l'Amérique du Nord, ne fût-ce que depuis l'époque où Pierre-le-Grand régnait sur la Russie, et apprécier la valeur des résultats obtenus dans l'autre hémisphère, moins favorablement situé que le pays des tzars pour les communications immédiates avec tous les centres de la civilisation moderne.

Certes, nous connaissons en Russie des patriotes éclairés, de vrais citoyens d'une Russie telle qu'elle devrait être pour son propre avantage et pour l'honneur de l'Europe : ils sont bien loin de se laisser fasciner l'esprit, et ne veulent pas mentir aux siècles passés par complaisance pour une autorité malfaisante. L'honneur de la véritable nation est sauvé, puisqu'elle est moins immorale que son

(1) Nous donnerons dans un prochain numéro quelques considérations spéciales sur l'Eglise russe. (*Note du R.*)

gouvernement, qui, malgré elle, ne cesse de paralyser ses progrès naturels. La différence qui existe entre son état moral et social et celui d'autres pays plus avancés, est due aux ukases, et non à aucune difformité native dont la nation ait à rougir. Le passé a irrévocablement voulu que durant ces siècles de fatalité, pendant lesquels les Tartares, ayant fait disparaître la Russie du rang des nations, l'ont gouvernée avec le même régime que ses souverains continuent d'appliquer aujourd'hui encore au cœur de l'Europe, les autres peuples, quoiqu'exposés sans cesse à des vicissitudes déplorables et à des symptômes d'un état social temporairement gangrené, soient pourtant parvenus, par suite de leur existence nationale non interrompue, et de communications libres avec les contrées d'une civilisation toujours croissante, à perfectionner, non l'enveloppe, mais le fond, c'est-à-dire la vérité même de la religion, de la morale, de la sociabilité et des arts. Dans les fréquentes assemblées des notabilités intellectuelles, les autres nations ont développé et conservé les idées de l'indépendance de l'homme et de ses droits, et bien que les institutions soient toujours les dernières à se mettre en harmonie avec les progrès dans les idées trop long-temps reléguées ordinairement dans une vie abstraite, les institutions constituent pourtant une richesse évidente que ne peut s'approprier une société qui ne vit pas encore de la vie intellectuelle, faute d'atmosphère relative où elle puisse respirer.

Cependant, comme nous ne voulons pas être classés parmi ces raisonneurs politiques qui jettent leurs opinions dans un moule donné, nous présenterons à l'attention du lecteur quelques traits rapides de cette revue historique, qui doit motiver un jugement impartial.

Nous sommes fort heureux de trouver pour point de départ un objet digne, qui ne peut qu'intéresser tout homme pensant. Dès le moyen âge, l'Europe savait déjà qu'au milieu de vastes espaces, dans une nature encore primitive, et au milieu de forêts vierges, à peine explorées par des

populations de chasseurs, il existait une ville grande, et depuis long-temps indépendante, se gouvernant elle-même avec la forme d'une république, qu'ils appelaient la Grande Nowgood. Les commerçans de l'Europe civilisée, qui faisaient la splendeur des villes anséatiques, tiraient de cet entrepôt commercial toutes les productions du nord; nous ne dirons pas que quelques milliers de maisons réunies pour faciliter des échanges soient comparables à Rome l'immortelle, nous ne dirons pas que ses habitans aient été polis comme des Athéniens, et eussent raisonné sur les droits politiques comme on le fait aujourd'hui à Washington; le nom de Nowgorod éveillera néanmoins dans l'esprit de tout publiciste l'idée de quelque chose de grand et de puissant, car cette ville était habitée par des hommes qui savaient acquérir, et que personne n'avait le droit de dépouiller ni de vendre.

Si, au moment où nous écrivons, la Russie, qui forme la septième partie du globe, au lieu de s'être épuisée à construire une immense caserne sur les glaces qui détruisent jusqu'au granit, au lieu de passer un siècle à faire changer de toilette à ses populations, avait tout naturellement copié et multiplié des foyers d'industrie aussi intéressans que l'était alors Nowgorod, peut-être aujourd'hui serions-nous tentés d'envier son état de prospérité plus que celui des États-Unis d'Amérique. — Mais, hélas! le nord de l'Europe avait d'autres destinées.

« L'année 1477, dit Rulhière, les Moscovites la surprirent (Nowgorod), en massacrèrent les habitans, la réunirent à leur domination; et les villes anséatiques continuant de commercer avec ses nouveaux maîtres, leur portèrent des armes à feu en échange des fourrures et des cuirs. Ils avaient auprès d'eux le nord de l'Asie, dont une partie était sauvage, et l'autre presque désarmée. Dès qu'ils s'y montrèrent avec ces armes nouvelles tout leur fut soumis. Ils avaient sur tous ces peuples l'avantage que le canon a sur la flèche. Cet avantage, acquis par l'industrie des

Européens, donnait à ceux-ci dans le même temps des possessions lointaines, qui, peut-être, ont plus augmenté leur luxe que leur puissance. Mais par la position où se trouvaient les Moscovites, ayant auprès d'eux de grandes forêts où erraient des peuples sauvages, des plaines immenses que d'anciennes émigrations avaient laissées presque désertes, et de belles provinces habitées par des Tartares, ils les ont jointes à leur métropole. Dans toute cette partie de leur empire, on les nomme encore aujourd'hui *les Enfans du feu.* Et c'est ainsi que sans aucune gloire et toujours inconnus au reste du monde, ils se formèrent, il y a près de trois siècles, une si vaste domination. Jusqu'à cette époque, les habitans du nord avaient toujours profité de leur nombre et de leur force, pour abandonner leurs tristes contrées et chercher des climats plus heureux. De l'Écosse à la Chine, en faisant le tour du globe, on rencontre encore aujourd'hui les débris des anciens remparts que les habitans des climats tempérés opposaient aux inondations des barbares septentrionaux Les Moscovites, qui s'étaient si aisément étendus dans toutes ces contrées, furent les premiers qui s'y renfermèrent. Ils opposèrent un retranchement de plus de cent lieues aux perpétuelles incursions des Petits Tartares, autrefois leurs maîtres. Ils appelèrent à grands frais quelques ingénieurs italiens, qui vinrent élever au milieu de ces forêts plusieurs citadelles, suivant la méthode des fortifications pratiquées en ce temps-là; et pour la première fois un grand empire parut fondé dans le nord. »

Avant de pousser plus loin nos investigations, nous sommes obligés de remarquer, à propos du récit précédent, que les commerçans des villes anséatiques ont pu faire alors d'excellentes affaires, pour se servir d'une expression technique, en vendant de la poudre et des armes à feu aux destructeurs du foyer unique de la liberté dans le fond du nord; mais certainement, ainsi que les compagnies marchandes d'aujourd'hui, ils ne s'apercevaient pas, sans

doute, du coup qu'ils portaient par là aux droits les plus sacrés de la société humaine aussi bien qu'à leurs propres intérêts.

Les Moscovites, vainqueurs de tous les obstacles et gonflés de leurs succès, ne tardèrent pas à déployer le faste asiatique; ils adoptèrent l'habillement des Tartares et donnèrent le nom de tzar, également tartare, à leurs souverains qui commencèrent dès lors à donner un libre cours à leur ambition démesurée; et nous voyons déjà, vers le milieu du XVI[e] siècle, Ivan s'annoncer à l'Europe, de même que Nicolas le fait aujourd'hui, comme l'élu de Dieu appelé à régénérer l'univers; ce même Ivan se jeta sur la Livonie et poussa son empire jusqu'aux bords de la Baltique. Les villes anséatiques ne tardèrent pas à regretter d'avoir armé les Moscovites, et firent un accord entre elles pour arrêter les progrès de la marine et de l'artillerie moscovites; elles prononcèrent la peine d'infamie contre les infracteurs, et la saisie de tout ce qui serait adressé aux nouveaux conquérans; elles motivaient cette résolution sur les malheurs occasionés à la chrétienté par la cupidité des Génois, qui, ayant fourni aux Turcs des armes et des vaisseaux, venaient de consommer la ruine de l'empire grec. Mais l'avidité des particuliers trompa cette prévoyance : Lubeck a légué son nom à la réprobation de l'histoire, en continuant un trafic considérable avec la Russie. D'un autre côté, les Anglais découvrirent sur les bords de la mer glaciale le port moscovite d'Archangel, et y apportèrent les ouvrages de leur industrie. Depuis ce temps, l'ambition des princes devint encore moins prévoyante que ne l'était celle des petites républiques anséatiques. Les tzars doivent à la maison d'Autriche l'honneur d'avoir été présentés à l'Europe. Pour subjuguer la Hongrie, et paralyser les secours qui lui auraient pu venir du côté de la Pologne, les Habsbourgs se pressèrent de faire alliance avec les Moscovites.

Le tzar, irrité de ce que la ligue des villes commer-

çantes d'Allemagne nuisait à son établissement sur la Baltique, résolut d'appeler des étrangers industriels dans ses états : la foule des aventuriers fut si grande, qu'il fallut, pour eux, bâtir à Moscou un nouveau faubourg; dans cette multitude il se trouva des hommes qui, par leurs talens, parvinrent à dominer l'opposition jalouse des indigènes, et rendirent des services si essentiels aux souverains moscovites, que le développement des institutions vraiment nationales en souffrit, et que dès lors la population intelligente de ces contrées ne put déployer le caractère local que l'esprit d'imitation ne peut jamais remplacer.

Les tzars avaient voulu envahir la Pologne. Mais le roi polonais Etienne Bathory marcha contre eux, et non seulement les chassa de la Livonie, mais les repoussa encore au delà des anciennes limites occidentales de la Moscovie.

L'Autriche, fidèle alliée de l'autocrate, inventa alors une fraude pieuse et promit de soumettre la Moscovie au siége de Rome, si le pape voulait bien intervenir et arrêter les progrès des Polonais. La paix qu'obtint aussitôt à la Moscovie une médiation si puissante alors, lui conserva plusieurs provinces, dont les habitans, ne devinrent pas plus co-religionnaires du pape, que les tzars ne sont restés alliés reconnaissans des empereurs d'Allemagne.

Les églises moscovites reconnaissaient autrefois la suprématie du patriarche de Constantinople, mais dans leur état de dégradation politique, ces contrées n'excitaient plus la convoitise des prêtres grecs, qui oublièrent presque leur juridiction. Pourtant, aussitôt que Moscou sembla prospérer, on y vit accourir un envoyé du patriarche grec et en même temps un agent du pape. La négociation prit une tournure défavorable pour les négociateurs ; le prêtre grec mourut en prison, parce qu'il osa faire la remarque que la doctrine de son église était tout-à-fait dénaturée en Moscovie ; quant au pape, il apprit que les marchands anglais débitaient avec un grand succès à Moscou,

un écrit démontrant que le pape n'était qu'un antechrist, et le tzar, au lieu de briguer le titre de roi, par lequel Rome promettait de récompenser sa soumission, écrivit à toutes les puissances de l'Europe, en prenant vis-à-vis de chacune le titre qu'elles respectaient le plus. Il résolut en même temps d'affranchir ses états de toute dépendance religieuse. Le patriarche de Constantinople, réduit à vivre d'aumônes sous le joug des Turcs, vendit son droit moyennant une somme d'argent, et vint dans l'année 1588 sacrer un patriarche spécial pour les états du tzar. Cet incident releva en quelque sorte le clergé moscovite de son avilissement; le nouveau chef de la religion s'arrogea peu à peu un pouvoir formidable; les hommes supérieurs, pour échapper au despotisme des tzars, entrèrent plus souvent dans le clergé, et l'autorité souveraine se trouva en face d'un contre-poids imprévu. Pierre-le-Grand voulut faire disparaître cette nouvelle puissance qui aurait pu balancer son propre pouvoir et donner une direction à des soulèvemens populaires. Après la mort d'Adrien il s'opposa à la consécration d'un nouveau patriarche et se fit reconnaître lui-même chef de l'église. Peu de temps après, s'éteignit la maison de Ruryk qui avait régné pendant plus de sept siècles sur la Moscovie; mais les mœurs des habitans, privés de toute indépendance politique, et n'ayant point d'habitudes sociales, ne produisirent pendant la vacance du trône qu'une suite d'usurpations, de soulèvemens et de révoltes inutiles, et cette nation si obéissante durant des siècles se montra la plus séditieuse jusqu'à ce qu'un accident vînt consacrer à ses yeux une nouvelle idole, car enfin on ne peut nommer autrement l'installation de la maison Romanof dans la personne d'un jeune homme de 15 ans sur le seul motif qu'il n'avait aucune vengeance à exercer.

De longues calamités sont presque toujours suivies de quelque temps de repos; le règne de la dynastie des Romanof, si étrangement commencé, porta cependant d'abord quelques bons fruits dans l'économie intérieure. Des

mines furent exploitées par les efforts de quelques ouvriers saxons, et la ville de Tula fut dotée d'une fabrique d'armes. Bientôt après, les jésuites, déçus dans leurs esperances d'établir la hiérarchie romaine en Moscovie, voulurent au moins extirper l'église grecque de toutes les possessions polonaises. Ils excitèrent contre eux la haine du peuple, surtout en Ukraine, province où la Pologne avait établi des colonies militaires de troupes appelées Cosaques. Malheureusement, ce sont toujours les nations qui portent la peine de toutes les fautes que leur gouvernement commet ou qu'il ne sait pas empêcher. Ainsi, les jésuites firent perdre à la Pologne une de ses plus belles provinces et une nombreuse milice, qui, soulevée contre les vexations du clergé catholique, se soumit, en désespoir de cause, au souverain de Moscou.

Ici, nous voudrions attirer toute l'attention du lecteur sur un nouveau symptôme historique dont les proportions et l'importance peuvent servir, en quelque sorte, de pendant à la destruction de la grande Nowgorod. Et d'abord, pour faire comprendre toute la portée du fait dont nous allons parler, nous devons rappeler ce que nous avons dit plus haut, savoir que : la Moscovie n'est pas la Russie, et que le Moscovite n'est pas Russe. Or, ce qui s'est passé dans la grande Nowgorod, de même que ce que nous venons de raconter, tout cela est du domaine de l'histoire de la Moscovie. L'histoire des différens pays russes, au contraire, contient les annales des contrées habitées par les Slaves, depuis l'embouchure du Borysthène dans la mer Noire, les deux rives de ce fleuve, les deux rives de la D'źwina, du Bug et du Dniester, jusqu'au confluent du San et de la Vistule. Toutes ces Russies appartenaient alors à la république polonaise ; elles s'appelaient Russie *Petite*, *Blanche*, *Noire* et *Rouge* ; elles contenaient les vastes provinces de la Volhynie, de la Podolie et de l'Ukraine. Le titre moderne d'empereur de toutes les Russies a jeté une singulière confusion d'idées historiques et politiques sur les événemens

du grand empire; au moyen de ce titre mensonger, on a voulu forcer l'histoire de la véritable Moscovie à faire corps avec celle de l'empire russe actuel, lorsque la Moscovie compose à elle seule presque les neuf dixièmes de cet empire et qu'une partie des peuples slaves, tels que ceux qui habitent la Russie Rouge formant la moitié de la Galicie autrichienne, ne sont pas encore aujourd'hui soumis au prétendu autocrate de toutes les Russies.

Mais revenons à notre récit. Une des pertes les plus sensibles que les jésuites ont fait essuyer à la Pologne par suite du mécontentement excité parmi les chrétiens de l'église grecque, a été la cession de Kiow à la Russie, en 1663. Kiow, le berceau et le centre de la véritable population russe, et non moscovite, capitale de leur ancien empire, perpétuait le souvenir de leur origine et de leur importance historique; avant d'être une ville chrétienne, d'après le témoignage contemporain de l'évêque Dittmar, elle possédait déjà quatre cents temples de différentes religions. Au moment où elle subit le joug des envahisseurs scandinaves, elle reconnaissait l'autorité suprême des khans des Khozares, qui professaient la religion juive, qui se distinguaient par leur amour de l'ordre, et qui construisaient de fort belles villes partout où s'étendait leur domination. Les communications de Kiow avec Constantinople contribuèrent à établir dans cette ville le christianisme dégénéré du Bas-Empire; elles y introduisirent en même temps une partie de la civilisation corrompue qui caractérisait alors Constantinople. Cependant l'existence brillante de Kiow, à cette époque, laissa dans l'esprit des habitans de ces contrées un grand et précieux souvenir. Pour tous les souverains de Moscovie, la possession de ce point important servit de prélude à leur élan vers des conquêtes et des absorptions toujours nouvelles. Ils trouvèrent l'occasion d'abolir jusqu'au nom de la nation moscovite, qui avait cependant accompli de si grandes choses, et de lui substituer le nom de Russie, qui confondait tous

les antécédens *moscovites* dans les destinées d'un nouvel empire de toutes les Russies.

La pensée de la transformation dont nous venons de parler fut dès lors conçue et arrêtée, mais elle ne reçut toute son application que sous le prince extraordinaire, qui a moulé en quelque sorte de ses mains infatigables cette dernière forme de l'empire colossal que nous voyons aujourd'hui. Cependant, quant aux anciennes illustrations locales de Kiow, cette véritable capitale de la nation russe, destinée à donner son nom à l'immense puissance à laquelle elle venait d'être incorporée, les tzars ne les caressèrent pas plus qu'ils n'avaient anciennement ménagé les illustrations de la grande Nowgorod, dont les libertés, développées et propagées par un patriotisme intelligent, auraient pu ouvrir la carrière la plus vaste et la plus honorable de prospérité à tout le nouvel empire.

Voici ce que dit Rulhière, relativement aux destinées qui durent formuler la vie historique du pays dont nous avons à nous occuper. « Tandis que les Moscovites s'avançaient ainsi en Europe, par les fautes de leurs voisins, aux extrémités de l'Asie, un peuple tartare ayant subjugué la Chine, laissa vides les contrées qui séparent ces deux empires, et leurs frontières devinrent communes. Les chasseurs moscovites avaient, à l'aide des armes à feu, parcouru sans résistance toutes ces contrées lointaines, lorsqu'enfin, dans l'année 1645, en arrivant sur les bords du fleuve Amour, ils aperçurent avec surprise des hommes armés comme eux, et la domination moscovite reconnut aussitôt des limites.

« Déjà l'empire moscovite était un des plus vastes qu'il y ait eu dans le monde; il renfermait tout le nord de l'Asie et une grande partie du nord de l'Europe, et son existence n'était encore connue que de ses voisins. Pour maintenir sous le joug moscovite une immense étendue de pays conquis, garder des citadelles et des retranchemens, on cessa d'employer cette nombreuse cavalerie composée de la

noblesse moscovite, et qui autrefois inondait tout à coup les contrées voisines; on se servit alors d'infanterie. Ce corps ne fut, dans les premiers temps, qu'un ramas des plus vils étrangers exercés à faire usage des armes à feu, et que cette raison fit nommer *Strélitz*, d'un mot esclavon qui signifie *tireur*. Il s'augmenta peu à peu jusqu'au nombre de quarante mille hommes, choisis parmi les esclaves moscovites. La noblesse eut des gouvernemens, des commandemens de villes; prit du souverain des provinces à ferme, et d'esclaves fanatiques qu'ils étaient, ils devinrent de lâches courtisans. Cependant la gloire d'avoir une origine ancienne s'introduisit dans leurs familles, et la plupart s'en cherchaient une étrangère; mais le tzar s'étant fait apporter tous ces titres faux ou vrais, les fit brûler en sa présence, et détruisit ces archives de noblesse si contraires à un pareil gouvernement. Le premier titre moscovite, celui de *knès*, conservé dans les familles, qui, au démembrement de l'ancienne monarchie, avaient exercé dans leurs villes une autorité souveraine, fut prodigué à tout déserteur tartare, qui, suivi de deux esclaves, vint se faire baptiser. La Sibérie vit se former des villages entiers de ces princes, et ce titre fut plus avili de jour en jour. Toute cette noblesse devint oisive, vaine, lâche dans les périls, s'abandonna à une mollesse grossière, joignit le faste à la pauvreté, et demeura fourbe et cruelle.

« Ces luttes, où dans les jours solennels s'étaient exercés leurs ancêtres, ne furent plus que l'amusement du peuple, et ce peuple, endurci par les anciennes mœurs, devint la force de l'empire et la garde du souverain; soldats séditieux contre les ministres qui leur déplaisaient, mais conservant, jusque dans leur rebellion, tout le respect antique pour la personne du tzar. Ils le prouvèrent quand on voulut, au mépris d'un aîné languissant et imbécile, faire passer la couronne sur la tête de son frère, qui fut depuis Pierre-le-Grand.

« Ils massacrèrent tous les auteurs de cette destitution;

ils voulurent qu'au moins les deux frères régnassent ensemble, et après avoir rempli la cour de carnage, dès qu'ils eurent un souverain légitime, ils allèrent ensemble, portant deux à deux des billots et des haches, lui présenter leurs têtes. »

Avant de nous entretenir de Pierre-le-Grand, remarquons ici que l'action de nivellement exercée contre la noblesse, et les efforts tentés pour avoir un port de mer, se sont fait apercevoir avant que Pierre-le-Grand ait pris les rênes du gouvernement; que la fortune avait soumis à l'empire dont il hérita, deux peuples très puissans, en Asie les Tartares, et en Europe les Cosaques; que ces derniers possédaient déjà depuis long-temps des institutions établies par la Pologne, qui s'adaptaient merveilleusement à la liberté de l'homme et à une association militaire, avantages dont la moralité et les conséquences politiques ont échappé à Pierre-le-Grand ou l'ont contrarié; autrement il les aurait fait valoir comme contenant plus de germes de bonheur pour ses peuples que les créations toutes stériles et toutes matérielles qu'il leur appliqua.

Encore aujourd'hui, chez les cosaques jouissant de quelques priviléges et vivant à l'abri du reste de leurs anciennes institutions polonaises, quoique d'ailleurs ils aient perdu toute leur indépendance politique, on trouve plus de bonté naturelle et plus de bonheur domestique que dans toutes les autres populations le plus ostensiblement protégées par un gouvernement peu économe de ses faveurs comme de ses persécutions. Malheureusement pour l'Europe et plus malheureusement encore pour la Russie, le génie de Pierre a manqué de se diriger vers un but aussi noble, aussi grand que son activité était puissante. Il paraît s'être borné à vouloir rendre son pays ressemblant aux pays qu'il avait vus; mais cette ressemblance, sous le point de vue superficiel, a dû être atteinte à tout prix, et on ne peut se défendre d'un sourire amer sur la destinée des peuples, quand on voit un homme doué de facultés si extraordinaires,

l'homme le plus propre à commencer l'histoire moderne du nord, négliger les institutions les plus essentielles dont le pays possédait déjà le germe, pour léguer à ses historiens les minutieux détails de ses créations éphémères, créations presque théâtrales et parmi lesquelles on ose à peine citer l'ordre d'importer en Russie quelques milliers de ces moineaux voraces dont on paie la destruction dans des pays rationnellement administrés. Certes, ces petitesses de Pierre-le-Grand ne diminuent en rien à nos yeux la force de ses conceptions par rapport à la politique extérieure; mais s'il fallait en juger par la prospérité intérieure de la Russie, par le bonheur réel des habitans de ce pays, nous ne pourrions en conscience trouver là rien qui nous parût digne d'une si belle destinée. Construire des flottes sur une mer à peine navigable pendant la moitié de l'année, creuser des ports au milieu des glaces, conquérir des provinces pour un empire qui sans elles offrait déjà une disproportion effrayante entre les forces sociales et les dimensions géographiques, ce n'était pas certes travailler avec amour de l'humanité, ce n'était pas travailler pour son bonheur. L'éclat des armes a coûté à la Russie beaucoup de guerres; les alliances lui ont coûté beaucoup d'embarras économiques, et la gloire militaire pas plus que la gloire diplomatique n'ont pu compenser ce qu'un peuple aussi intelligent, un peu moins gouverné, aurait pu faire pour lui-même. Si la fermeté étonnante que Pierre a su déployer, pour dompter toute manifestation d'une indépendance individuelle quelconque, eût reçu une direction bienfaisante et rationnelle, le peuple russe aujourd'hui compterait peut-être parmi les plus heureux d'entre ceux qui doivent le plus aux progrès de la civilisation sociale. Mais en fait de législation Pierre paraissait ignorer tous les moyens dont les anciens législateurs se sont habilement servis, et l'histoire lui reprochera de n'avoir su employer que la violence pour *civiliser* ses sujets, comme il le disait lui-même, et plutôt, dirons-nous, pour les façonner à son

caprice. L'histoire de l'humanité se défendra de compter ses bourreaux parmi ses bienfaiteurs.

Les innovations qui dévoilaient dans ce prince une ambition démesurée, ne furent jamais aussi à ses yeux que des moyens de reculer de toutes parts les immenses frontières de son empire, « et de se mêler, comme dit Rulhière avec un crédit dominant, dans les affaires de l'Asie et de l'Europe. Mais, quand il commença de régner, la Pologne, à l'ombre des victoires encore récentes de Sobieski, respectée au milieu des calamités qui achevaient de la détruire, et la Suède, sous l'administration rigoureuse de Charles XI, continuant de dominer dans le nord, ne lui laissaient aucune espérance de s'agrandir vers nos climats. Tout passage de ce côté paraissait fermé à son ambition ; elle cherchait à se frayer d'autres routes et menaçait d'autres contrées. Ceux qui, pendant sa minorité, avaient tenu les rênes de l'État, s'étaient engagés dans une ligue formidable qui attaquait de toutes parts l'empire ottoman. Pierre, aussitôt qu'il gouverna lui-même, suivit cette même politique, et profitant de conjonctures si heureuses, il étendit sa domination jusqu'au rivage de la Mer Noire, conquit une ville et un port sur cette mer, y établit une navigation militaire et commerçante, qui pût enrichir les provinces méridionales de la Moscovie, servir peut-être à de plus grands desseins contre les Ottomans, et du moins favoriser dans ces contrées asiatiques la fondation d'une nouvelle capitale qu'il voulait donner à son empire. »

Qui sait si la fondation de cette nouvelle capitale dans l'orient de l'Europe n'aurait pas bien autrement servi à faire prospérer les agrandissemens médités par Pierre. De nouvelles acquisitions sur la Mer Noire, qui auraient donné autant de territoire qu'on en a enlevé depuis à la Suède et la Pologne, l'auraient déjà rendu maître de l'Archipel ; les îles grecques se seraient trouvées tout naturellement sous son influence ; la chrétienté aurait vu sans déplaisir la barbarie turque éloignée ; le système économique de la Russie

ne se serait pas épuisé en efforts stériles pour créer, au milieu des glaces, une nature nouvelle; il n'aurait point tari toutes les veines du corps social, afin de rendre un seul point de son territoire moins horrible qu'il n'est sorti des mains du créateur; enfin, les capitaux engloutis à Pétersbourg auraient suffi pour faire d'Odessa et de la Crimée un vrai paradis terrestre. D'ailleurs, dans cette hypothèse, l'Europe d'aujourd'hui ne serait peut-être pas menacée des crises révolutionnaires sans cesse renaissantes et occasionées par la cruelle spoliation de la Suède et de la Pologne au profit de la Russie. Mais le destin en a décidé autrement, et nous n'avons qu'à rappeler, en analysant la suite de l'administration de Pierre, que presque tous les historiens qui en parlent, oublient la nation et ne s'occupent que de l'homme.

Nous sommes bien éloignés de nier la grande transformation qui s'est opérée en Russie pendant et depuis le règne de Pierre-le-Grand, mais nous avons vu de trop près les résultats obtenus pour en admirer la cause. Si la première condition de prospérité pour un pays est d'être menaçant pour tous les autres, les générations russes doivent bénir à jamais les règnes qui ont suivi celui de Pierre; mais si l'on attache quelque valeur à la vie individuelle, à la vie de famille, aux garanties qui résultent des premières notions de liberté personnelle et de propriété, il est difficile de s'imaginer que la position intérieure de la Russie ait été jamais plus précaire qu'elle ne l'est aujourd'hui; et si l'on considère tout ce que la grande Nowgorod contenait en germe d'existence sociale, on peut hardiment soutenir que le nombre des familles qui avaient alors des garanties de leur existence civile était nécessairement plus grand qu'il ne l'est de nos jours; et que, par conséquent, la marche qu'on a fait suivre au peuple russe sur la route de la véritable civilisation est tout-à-fait rétrograde. Parmi les plans de Pierre il y en avait certainement de très utiles, comme celui qui a amené en quelque sorte forcément le peuple

russe au bord de la mer ; on y pourrait entrevoir plus d'avenir, et même un avenir plus noble que dans beaucoup d'actes de son gouvernement tant prônés par les historiens. La Russie, à l'avènement de Pierre au trône, était déjà le plus vaste empire de notre continent. Si Pierre se fût borné à le mettre en contact par la navigation avec l'agent civilisateur le plus actif, et si, dans l'administration intérieure, au lieu de s'amuser à faire la barbe à ses sujets et à écourter leurs habits sans tenir compte de la rigueur du climat, il eût tâché d'implanter dans son empire au moins les premières notions d'une justice régulière, qui seule peut protéger le développement naturel de la vie sociale, qui sait si déjà aujourd'hui la Russie n'aurait pu présenter un tableau de prospérité égale, sinon supérieure, à celle des États-Unis d'Amérique. Pendant plus d'un siècle, les conséquences désastreuses d'une fausse politique ont refoulé des populations civilisées vers le Nouveau-Monde; si elles avaient pu trouver en Russie une protection égale pour leur industrie, elles eussent certainement préféré s'éloigner moins de leur patrie primitive; elles eussent mis en mouvement et fait valoir toutes les richesses matérielles que la Russie renferme dans son sein ; enfin, sur tous les points de ce grand espace, elles eussent offert aux nationaux des modèles de civilisation.

La Russie, sans se gorger de nouvelles acquisitions territoriales qui ne peuvent lui valoir que des guerres continuelles, posséderait aujourd'hui une population beaucoup plus nombreuse sur une moindre surface, et aurait des frontières plus faciles à défendre. Sa position géographique était déjà admirable sous Pierre-le-Grand ; elle aurait pu tranquillement agrandir et développer son éducation politique dans la plus entière sécurité. Spectatrice paisible des folies du continent européen, elle n'aurait eu nul besoin de faire mitrailler, chaque année, une partie de sa population la plus vigoureuse. Le quart des établissemens militaires que la Russie a fondés, aurait suffi pour la garantir contre

les attaques étrangères, puisque ni la Suède, ni la Pologne, ni la Turquie ne pouvaient avoir aucun intérêt à l'attaquer dans ses frontières primitives. La religion du pays aurait pu devenir chrétienne, car nous pensons que le christianisme ne consiste pas dans une infinité de génuflexions, de signes de croix et de prières pour la famille des autocrates, mais dans les principes de cette morale qui condamne l'esclavage, de cette morale qui dit : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît; » principe qui n'a pas exercé la moindre influence sur la politique et toute la marche gouvernementale des tzars, successeurs de Pierre-le-Grand. L'évangile, compris dans ses conséquences par le clergé russe, aurait porté plus de bonheur dans ses régions immenses, que la civilisation faite par les ukases n'a pu en produire; car, il ne faut pas s'y tromper, le sang russe, versé dans des guerres continuelles, n'a servi qu'à accélérer le mouvement d'une machine de guerre de dimensions monstrueuses.

N'ayant pour condition de son existence que le mouvement d'une politique aggressive, la Russie, entourée d'ailleurs d'ennemis, reste encore muette, mais n'en est pas moins tourmentée d'une soif ardente de changement de régime et d'un vif amour pour la liberté, dont l'existence y est déjà assurée par le culte des catacombes. Et si cette liberté naissante obtenait jamais de quelque cabinet étranger un véritable appui, elle pourrait facilement faire de l'armée, aujourd'hui l'effroi de l'Europe, la partie la plus saine d'une puissante nation, concourant au grand but des progrès du monde civilisé.

Dans cette hypothèse, tout ce qui est l'ouvrage de Pierre et de ses imitateurs croulera ; la Russie commencera à jouir d'une prospérité réelle, locale, non empruntée ; et quand on se demandera à quelle époque le règne de Pierre n'a pas été une calamité pour les peuples qu'il gouvernait, on sera réduit à citer le temps où il apprenait personnellement dans ses voyages l'art du charpentier.

Dans une cour despotique, le prince donnant toujours son caractère au gouvernement, rien ne se suit, tout change d'un règne à l'autre. Souvent, sous un même règne, on peut compter autant d'administrations différentes qu'on voit de favoris et de ministres s'élever et disparaître.

Parmi les preuves les plus irrécusables de la stérilité des autocraties pour le bonheur des peuples, l'histoire contemporaine mettra en première ligne l'ukase du 31 janvier 1833, par lequel Nicolas publie, pour tenir lieu de code la collection complète des ukases, depuis l'année 1649 jusqu'au 1er janvier 1832, période de 183 ans, durant laquelle l'objet exclusif du pouvoir autocratique était la destruction de tous les droits acquis dans l'ancienne Moscovie, et plus tard dans les provinces suédoises, allemandes et polonaises, qui ont été successivement englouties par la Russie, cette vraie baleine politique. Or, les résultats de cette destruction sacrilége doivent dorénavant constituer le droit public, civil et pénal de l'empire russe. Comment caractériser un état de choses, où l'arbitraire d'un pouvoir repoussé et maudit par les traditions et les mœurs, récusé par la conscience universelle, après avoir extrait tout le poison de ses débauches et de ses caprices, en fait pour l'avenir l'aliment obligé des peuples qui couvrent une si grande partie du globe. Certes, on ne peut, sans folie, vouloir soumettre à une législation uniforme des peuples que la civilisation sépare par une distance incommensurable, les Courlandais, par exemple, et les Kalmouks. L'unité de codes pour des peuples si divers, n'est réellement qu'un rêve; la tâche de composer et de rédiger les lois exigées par les localités, ne pourra jamais être utilement remplie que par leurs représentans directs; les plus grands savans ne pourront jamais deviner tout ce qui rend même les vérités fondamentales incompréhensibles à des populations, dont l'intelligence, ignorante encore, faute d'instruction préparatoire, des premiers principes, n'en saurait comprendre les conséquences les plus simples et les plus immédiates.

Or, une loi qui n'est pas bien comprise par la majorité de ceux qu'atteignent ses rigueurs quand ils lui désobéissent, est la chose du monde la plus révoltante. Il faudrait que l'intention morale ressortît évidemment de la rédaction, sans qu'il fût nécessaire de la chercher dans les formules et les maximes pédantesques, qui joignent d'ordinaire à la stérilité des idées l'inconvénient encore plus grave d'un langage trop rigoureux et trop académique. On sent qu'il n'y a que les représentans de l'intelligence neuve, et pour ainsi dire primitive, des habitans des provinces reculées d'un empire aussi vaste que la Russie, qui pourraient concourir avec efficacité à la rédaction des lois, dont les dispositions doivent s'adapter aux idées et aux intelligences en quelque sorte encore brutes, et ne rien énoncer qui suppose dans le lecteur des convictions préalables qu'il ne peut avoir et qu'il s'agit précisément de lui inculquer. Il faut apporter à ce genre de travail la conscience la plus timorée, une justesse d'esprit rare, une parfaite clarté d'idées et un profond patriotisme, qualités qu'il est bien difficile de trouver réunies sous la plume mercenaire qui forge les ukases d'un despote. Il faut avoir habité les provinces de la Russie pour se faire une idée du fléau qui tourmente ces malheureuses peuplades et qu'un gouvernement barbare appelle des lois; aucune calamité sociale n'est comparable à celle-ci.

Qui pourra concevoir jamais ces transitions brusques de l'intention qui transpire dans le considérant d'un ukase, aux définitions des articles, et à la leçon de l'ensemble? Chaque ukase laisse entrevoir un autre ukase derrière lui; et il n'y a pas un détail de police qui ne demandât pour être compris, des études qui rempliraient la vie d'un homme. De renvoi en renvoi on tombe dans des explications de plus en plus obscures et toujours contradictoires. Aussi le seul fruit de toute cette fabrication législative est la souffrance du peuple et les abus les plus dégoûtans de la part des autorités. Pour parer à tous ces inconvéniens il y a à

Saint-Pétersbourg un seul homme qui consacre une heure par jour, *entre la poire et le fromage*, à signer des arrêts de vie et de mort avec un manque de connaissances qu'expliquent déjà les autres travaux indispensables pour le gouvernement d'un aussi vaste empire. Cette excursion tant soit peu épisodique, puisqu'elle touche à la situation actuelle de la Russie, nous a paru néanmoins, à certains égards, nécessaire. Les idées bizarres et l'aveuglement des autocrates de nos jours nous prouvent en effet, mieux que toute argumentation possible, combien l'action de ce pouvoir dut être fatale aux peuples qu'il gouvernait, dans un temps où ils manquaient presque complétement de ressorts sociaux.

Sans déprécier nullement dans Pierre-le-Grand sa vaste capacité et sa volonté tenace, qualité essentielle chez un souverain, sans lui contester le brillant et le grandiose de son règne, il nous est difficile de nous enthousiasmer pour ses créations. Il nous paraît que son génie a choisi des sentiers étroits pour arriver à un but noble : il y a quelque chose de trop mesquin et de trop matériel dans le prix qu'il attachait aux couleurs et aux signes extérieurs de la civilisation européenne; le principe moral et social est absolument indépendant des signes qui attiraient toute la sollicitude de ce réformateur; souvent même la tyrannie, exercée sur ces signes extrêmement mobiles par leur nature, comprime en quelque sorte tout le système des préférences nationales, et par la suite, fait attacher à un peuple entier une trop grande importance au seul vernis, à la seule écorce de la civilisation.

Qu'est-il enfin résulté des travaux du réformateur du nord? Il parvint seulement à mettre son immense empire à flots sur l'océan de la mode. Cet empire y navigue toujours sans jamais rien rapporter chez lui que des modes. Il nous paraît qu'il n'aurait pas coûté davantage aux efforts de ce génie actif de pénétrer les idées nationales de quelques puissans élémens de moralité et de sociabilité politique.

N'eût-il réussi qu'à *constituer la famille*, nous n'aurions pas la douleur de voir la majeure partie d'une population privée de toutes les douceurs que ce premier lien du monde moral procure aux cœurs en adoucissant toutes les calamités; nous ne verrions pas un enfant arraché à ses parens, joué sur une carte ou placé par son prétendu propriétaire à une distance incalculable du foyer domestique dans une espèce de manége industriel, où, après l'avoir dressé, on le vend à l'aventure, sans s'embarrasser si jamais il rencontrera ceux qui ont eu le malheur de lui donner le jour; nous ne verrions pas des excès plus révoltans encore, excès que la pudeur nous défend de dépeindre, exercés envers le sexe le plus faible et le plus intéressant.

La grande question de l'origine de l'empire russe a été faussée dans sa solution par beaucoup d'historiens; l'aveugle subordination a fait divaguer Karamzin; M. de Ségur et beaucoup d'autres se sont rendus coupables à ce sujet au moins de négligence. Nous avons interrogé sur cette question des érudits de première force qui s'en sont occupés spécialement, et qui, après avoir mis leur indépendance à l'abri d'un coup de main de la censure russe, offrent plus de garantie de véracité et d'exactitude que tout ce qui, par ordre supérieur, a été publié jusqu'à ce jour dans le pays même ou à l'étranger; mais pour nous cette question est dans ce moment moins importante. Nous rappellerons donc seulement que le nom de Russie a été donné à la grande Moscovie par un pur caprice; il en a été de même avec le nom allemand de Gallicie donné à une partie de la véritable Russie. Telles sont les suites de cette terminologie politique qui ajoute plus de foi à ses propres conceptions qu'à l'histoire.

Nous n'avons pas la prétention de faire l'histoire complète du règne de Pierre-le-Grand, et de dérouler toutes les conséquences de ce règne sur le sort de l'Europe, qui, aujourd'hui, est moins que jamais disposée à les oublier. Pierre a trouvé la Pologne déjà privée des mœurs républi-

caines, et n'ayant pas encore formulé les mœurs monarchiques. Pierre-le-Grand, s'introduisant au milieu de la famille des potentats européens, a cru que son métier consistait à prendre tout ce qu'il serait avantageux de posséder. Ces idées devaient convenir à quelqu'un qui n'était pas trop attaché à la terre qui l'avait vu naître. Il put regarder et la Suède et l'Allemagne du nord, et surtout la Pologne, comme des lots que lui et les siens n'auraient un jour qu'à s'adjuger. Pierre ne fit que montrer le but qu'il fallait atteindre ; la route qui devait y conduire fut successivement tracée par les intrigues sans nombre du cabinet russe, que les autocrates considèrent comme leur véritable et unique patrie. Pierre montra qu'il sut se servir des moyens en apparence les plus contradictoires pour préparer les conquêtes. Ce prince était loin d'avoir ce génie qui se fait bénir par la postérité la plus reculée ; mais il possédait au plus haut degré une sorte de prescience qui lui dévoilait la politique européenne, cette politique insensée, allant très long-temps encore au devant de toutes les usurpations pour les saluer, pour les faciliter même, mais jamais pour les combattre. Aussi les vicissitudes des événemens du nord ont été plutôt une conséquence de ce manque de tout esprit conservateur dans l'association européenne, que de l'influence d'un système arrêté de la part de Pierre-le-Grand. L'immobilité absolue des destinées de son peuple, prouve qu'il ne s'est élevé qu'à prévoir que son empire sera toujours plus disposé à envahir, que le système européen à se défendre, et qu'il lui sera commode d'entretenir une sorte de lutte entre les systèmes gouvernementaux de ses voisins et les exigences des doctrines sociales incessamment réveillées en quelque sorte à la vue du despotisme russe. Mais, comme nous l'avons dit, tout ceci est très bien connu et encore palpitant, pour ainsi dire, devant nos yeux. L'histoire n'a pas besoin d'ajouter une seule ligne pour apprendre à l'Europe que jamais ambition n'a été aussi vaste que celle des autocrates du nord ;

mais ceux-ci savent peut-être trop peu à quel degré elle est improductive pour leur peuple et dangereuse pour eux-mêmes. Les tempêtes politiques, bien qu'elles purifient momentanément une atmosphère sociale trop chargée, où les peuples respirent à grand'peine, augmentent d'un autre côté la masse des principes destructeurs de toute morale, de toute sécurité publique et individuelle, et depuis très long-temps toute l'action du despotisme russe semble tendre exclusivement à amener une commotion sociale plus violente que toutes celles dont l'humanité se souvient. Les moyens préventifs n'agissent qu'en raison inverse. Les gouvernemens absolutistes croient avoir tout fait quand ils empêchent les communications électriques avec les peuples que la civilisation favorise; on dirait que ce qu'ils craignent le plus, c'est que les peuples ne s'ébranlent le même jour tous ensemble, lorsque la liberté, poussée à bout, aura sonné le tocsin, dans l'espérance de renvoyer la mort à tout pouvoir oppresseur. Mais c'est se perdre dans les espaces imaginaires. Il y a une plus grande efficacité dans le travail involontaire des princes pour la délivrance de l'humanité, que dans les utopies de tous les philantropes; et certes, si chaque révolte, chaque changement de gouvernans amenait une véritable délivrance pour les gouvernés, il n'y aurait qu'à attendre en silence et à applaudir les souverains qui accumulent et amalgament avec tant de persévérance la plus grande quantité possible de matières combustibles; et, sous ce rapport, le gouvernement russe mériterait la palme. Mais l'histoire de la famille régnante en Russie et l'histoire de sa cour nous apprennent que l'attachement si extraordinaire des autocrates à leur pouvoir, n'a su très souvent conserver le système qu'en sacrifiant les personnes; et, d'un autre côté, l'horreur qu'inspirait le système n'a su jusqu'à nos jours que changer les personnes. Il serait donc plus que temps de s'éveiller et de se convaincre que, puisqu'il était du goût de Pierre et de ses successeurs de plier à leur joug des peuples euro-

péens, il est de toute nécessité pour eux d'introduire aussi dans le système de leur gouvernement les idées européennes. C'est au nom de ce qui paraît s'adresser exclusivement à la conviction des princes, c'est au nom de leur propre conservation, que les honnêtes gens de tous les partis doivent s'étudier à leur démontrer que dans un de ces bouleversemens, qu'ils se hâtent tant de préparer, ils peuvent voir crouler toute leur dynastie, quand même ils sauraient éviter des catastrophes personnelles, telles que l'histoire de Russie nous en présente si souvent. On oublie ce qu'on risque quand on prétend déshonorer et exaspérer impunément un européen de nos jours; quelle est sa dernière réponse aux outrages faits à la face du ciel et de la terre? quel est son refuge quand il ne peut plus ramener à la raison un pouvoir aveugle, cause de ses malheurs, ou de malheurs plus cruels encore, ceux de la patrie? Alors la morale des princes devient sa morale; il ne raisonne plus sur ses droits; il veut devenir le plus fort à tout prix, et, d'un coup de feu, il fait descendre à son niveau celui-là même qui occupait un trône et y exerçait le monopole barbare de l'injustice à son avantage exclusif. Ce sont les princes qui nous ont appris que changer est le moyen infaillible pour corriger ce qui nous est funeste; et comme ils donnent l'exemple de passions, que même l'exercice de l'autorité et leur haute position sociale ne peut adoucir, ils devraient se rappeler au moins, dans l'intérêt de leur propre conservation, qu'il n'est pas donné aux hommes d'étouffer si facilement les cris du cœur, et que l'héritage de l'aveuglement qui se creuse lui-même un abîme, est vaste et ouvert pour tout le monde. Voyons ce qui resterait à faire pour éviter ces catastrophes sinistres, pour ouvrir en même temps les voies d'existence aux peuples de ce grand empire et à leur souverain. Le mal consommé nous servira comme point de départ.

La nation russe pourra bientôt souffrir de grands inconvéniens de s'être présentée menaçante devant l'Europe avant de s'être créé elle-même des élémens de bonheur

social dans son intérieur. Les gouvernemens absolus ne sont pas certainement les agens les moins actifs de la destruction de tous les germes d'améliorations sociales, qu'un accident pourrait conserver à l'immense empire du nord; du moment où le gouvernement russe cesserait d'être sous l'influence de la terreur et de la méfiance envers ses peuples, les gouvernemens voisins se sentiraient de moitié moins forts. Quand l'empereur Alexandre, à l'ouverture de la première diète de Pologne, le 27 mars 1818, a prononcé ces paroles mémorables :

« L'organisation qui était en vigueur dans votre pays a permis l'établissement immédiat de celle que je vous ai donnée. J'ai pu mettre en patrique les principes de ces institutions libérales qui n'ont cessé de faire l'objet de ma sollicitude, et dont j'espère, avec l'aide de Dieu, étendre l'influence salutaire sur toutes les contrées que la Providence a confiées à mes soins. Vous m'avez ainsi offert les moyens de montrer à ma patrie ce que je prépare pour elle depuis long-temps, et ce qu'elle obtiendra lorsque les élémens d'une œuvre aussi importante auront atteint le développement nécessaire. » C'est alors qu'il y avait terreur véritable à Berlin et à Vienne; c'est alors que M. de Metternich, ce grand-prêtre de la Sainte-Alliance, craignit pour son système, qui consistait toujours à combiner ses alliances de manière à neutraliser l'action extérieure de la Russie, dans la conviction, que dans son sein, au lieu d'un esprit vital quelconque, elle ne possède que le principe de torpeur et de mort. Metternich parvint à faire triompher son système, en réussissant à maîtriser le caractère vacillant d'Alexandre, et faisant de lui un agent de sa police, partout où un fantôme de développement national l'effrayait. Mais si l'empereur Alexandre, au lieu de mener la vie de courrier de cabinet sur les grandes routes des pays qui n'étaient pas les siens, et de se transporter de congrès en congrès au moindre signal du mistificateur politique, dont il vient d'être parlé, eût suivi l'idée fondamentale de

son discours de 1818, quel aspect différent présenterait aujourd'hui le nord! Si le souverain de Russie, qui, par la monstruosité d'un système de centralisation, s'est réservé dans la septième partie du monde connu, une multitude de détails auxquels le chef le plus actif et le plus instruit du plus petit canton de la Suisse pourrait à peine suffire, avait administrativement émancipé ses immenses provinces, en laissant à la pensée locale le soin de se développer naturellement elle-même; s'il s'était donné le temps de reconnaître sa position véritable, et d'en déduire les conséquences naturelles, il aurait vu aussi, à l'heure où nous parlons, que le même titre d'empereur de Russie, qu'il doit conserver pour gouverner la plus nombreuse des nations soumises à son sceptre, n'est pas encore celui qui renferme le symbole de tout son avenir; qu'il peut au contraire parfois faire rétrograder sa marche. Un titre plus significatif que tous les autres aurait été celui de *souverain modérateur de la fédération slave*. Ce seul mot une fois dit, aurait développé l'avenir de sa puissance véritable, bien plus que des siècles de victoires et de conquêtes. Ce que des flots de sang ne pourront jamais faire, un seul mot exprimant une vérité vitale eût suffi pour l'accomplir, quand même toutes les autres nations du continent auraient été d'accord pour s'y opposer. De l'Adriatique à la Moscowa, on aurait vu les nombreuses populations slaves, aujourd'hui sous le joug de despotismes étrangers, lui préférer un régime qui, promettant de favoriser le libre développement de leurs différentes nationalités, et de les rajeunir dans le libéralisme des idées nouvelles, présenterait les conditions, tant recherchées par les peuples modernes, d'un gouvernement de paix, de progrès, et à bon marché. Mais une fatalité qui pèse sur les destinées du genre humain paraît avoir détourné les guides de la marche politique de l'empire russe d'une route droite et facile, pour les égarer dans les voies les plus tortueuses; faire apostasier quelque *Gurowski*(1); se jouer de leurs propres sermens et de ceux de leurs prédécesseurs; ravir aux peuples toutes leurs franchises et tous leurs droits, c'est le but que les autocrates ont jugé plus glorieux d'atteindre, afin qu'il fût prouvé que dans l'immense partie du globe que la Russie occupe, il n'existe

(1) Auteur de la brochure : *La vérité sur la Russie*, nouvellement publiée.

qu'un seul être libre, ou plutôt un seul despote qui se réserve les avantages de la vie ou de la mort, à la façon de Pierre ou de Paul, de triste mémoire. Nous répétons que ce misérable tableau sourit bien plus à l'autocratie russe, que la grande pensée de renouveler et de décupler sa sphère d'action au moyen d'une grande confédération slave, qui commençait déjà à trouver des fondemens bien naturels dans la république polonaise. Il faudrait pour cela oublier tout simplement toutes les petitesses, toutes les rancunes indignes de ceux qui veulent concevoir et se faire des créations historiques, séparées et distinctes. Il faudrait réunir dans une fraternité générale, dans un baptême commun, la Pologne, la Moscovie, les différentes Russies, la Bohème, la Moravie, l'Illyrie, la Servie, etc.; et il faudrait se dire que sous l'égide de cette fédération, par suite d'un essor parallèle, toutes ces fractions de peuples d'une même origine doivent s'assurer une position imposante au dehors, et nourrir en même temps un culte indépendant pour l'expression locale des institutions fondées sur les antécédens historiques et législatifs. Cette manière si simple d'assurer et de développer les prospérités naturelles d'une grande partie des populations slaves, sans effrayer les intérêts de l'Europe civilisée, cette puissance toute rationnelle et toute vraie, qui pourrait se mettre au dessus de toutes les menaces, n'a pas flatté l'ambition des autocrates, qui lui ont préféré les exploits et les mesquineries de leur police. Les souverains russes ont l'air de ne pas se douter que le premier homme de génie, sur le trône d'Autriche, pourrait se servir d'une confédération slave, pour s'emparer du rôle qui leur paraissait destiné.

Nous tenons beaucoup à prouver que l'idée énoncée il y a un moment est une sorte d'exigence sociale du monde européen, et nullement une création spéculative d'un intérêt purement individuel ou national. L'Europe est possédée par trois grandes familles de peuples; il faut que la route du monde moral et du progrès dans le développement naturel de leurs nationalités et de leur civilisation, leur soit ouverte également. La France pourra annoblir les destinées d'une fédération de peuples latins : l'Allemagne n'attend qu'une forte volonté nationale pour qu'on voie bientôt l'antique peuple germanique obtenir une existence sociale pareille à celle des peuples qui, depuis si long-temps, jouissent de la liberté

dans les îles de la Grande-Bretagne, et dans les rochers arides de la presqu'île Scandinave. C'est maintenant le tour de la grande famille slave : l'Europe, pour son propre salut, doit lui ouvrir le chemin d'une émancipation réelle et progressive, si elle ne veut pas conserver dans son sein un principe destructeur de toute sécurité et de tous les progrès de son avenir. C'est une condition *sine qua non* pour l'Europe, c'est un ultimatum que nulles paraphrases diplomatiques ne parviendront à obscurcir : sans la solution de ce problème, tout n'est que transitoire et précaire. Avant l'accomplissement de cet ultimatum, les croyans de la véritable liberté, comme jadis les premiers chrétiens, doivent supporter avec patience l'ère inévitable des persécutions, des calomnies et des mensonges, sans transiger avec leur morale. *Ces horribles ennemis du genre humain*, mots de Tacite pour désigner les premiers chrétiens, doivent au moins éviter toute communauté avec les erreurs qu'ils espèrent dissiper un jour par la vérité de leurs idées et leurs mépris pour les fausses doctrines. Dioclétien comprit qu'il fallait exterminer les chrétiens pour que l'antiquité vécût, et, comme un acte de légalité, il organisa la persécution en grand. Tout le sang versé n'y fit rien ; il sembla bouillonner davantage à mesure qu'on le versait, et le bourreau le plus intelligent du christianisme fut un puissant instrument de propagande pour la foi nouvelle. Nos Dioclétiens politiques servent peut-être, sans le vouloir, la liberté sociale encore humble et obéissante : cette liberté grandit dans les convictions ; mais les vertus nouvelles qui doivent enfanter son triomphe sont peut-être encore à naître, loin d'être assez puissantes pour écraser la tyrannie ; et le système qui gouverne l'Europe sous différentes formes, n'est qu'un long enchaînement d'apostasies produites par l'absence de ces vertus essentielles, de ces vertus qui seules peuvent recommander et consolider les doctrines qui leur correspondent. Il ne faut pas s'y tromper : nous ne voyons pas encore les débris du passé, mais nous entrevoyons déjà les faibles lueurs d'un meilleur avenir. Il faut du temps à la liberté pour qu'elle cesse d'être une doctrine spéculative et puisse s'assimiler toutes les convictions sociales. La lutte de la théorie qui s'en va, et de la théorie qui se fait jeune, est encore trop irritante : la liberté éprouve les sociétés par de nouvelles douleurs avant de les avoir affranchies de leurs

antiques souffrances. S'il est permis de comparer les choses et les événemens de ce monde, où toute durée a ses limites, avec les vues et les créations éternelles, nous pourrions trouver quelque analogie entre les progrès de l'établissement d'un meilleur ordre social que l'humanité devine et invoque, et les symptômes caractéristiques de l'établissement du christianisme. Certes, de tous les peuples de notre globe, les Hébreux possédaient seuls un culte qui, depuis son commencement, faisait la base d'une rénovation morale du genre humain, dont il devinait et prédisait même la marche et l'accomplissement, et pourtant les juifs ont mis les plus grands empêchemens et montré la plus constante haine à l'établissement de la nouvelle foi qu'ils étaient seuls en état de prévoir. Qui sait si les perfections mêmes du vieux testament, répondant déjà si amplement aux exigences religieuses, ne leur faisaient pas craindre que les progrès quelconques d'une foi nouvelle ne portassent atteinte à la foi religieuse qu'ils admiraient. Mais quand l'idée du christianisme s'introduisit chez les gentils, le paganisme, qui n'avait à défendre ni à conserver aucune idée rationnelle, se pénétra vivement de toute la bienfaisance du christianisme ; et, tandis que parmi les juifs il n'y avait que des individus qui virent dans cette révélation le complément de leur antique foi, les payens l'épousèrent en masse, non seulement comme l'aurore d'un avenir instinctivement deviné, mais encore comme le meilleur régulateur et le plus puissant réparateur des destinées. L'exemple que nous venons de citer offre de la ressemblance avec la marche des progrès des institutions politiques modernes. Les peuples de l'occident de l'Europe, surtout ceux de l'Angleterre et de la France, paraissent destinés à féconder toutes les idées de grandes améliorations sociales; mais dans leur marche, après s'être assuré quelques garanties partielles pour la liberté de l'homme et la propriété des fruits de son travail, ils se montrent aujourd'hui plus effrayés des commotions que désireux de progrès, ils se sont voués, pour ainsi dire, au culte d'un vieux testament politique et nous ne les croyons pas destinés à servir l'établissement de la nouvelle alliance sociale que le monde entier attend, sans encore la comprendre. Qui sait, si dans cet immense empire russe, où il n'y a pas aujourd'hui le plus léger souffle d'air libre pour l'homme, où il ne s'agit de garanties

conservatrices, que pour ses souffrances, où les causes du mal sont si étonnamment centralisées et concentrées qu'elles paraissent réunies en faisceau pour être un jour détruites d'un seul coup; qui sait, disons-nous, si dans l'empire russe, le paganisme politique n'est pas appelé à hâter l'ère nouvelle du monde social; si Pétersbourg, d'où partent aujourd'hui toutes les foudres contre les apôtres d'une foi nouvelle, ne sera pas le premier à renverser les autels des faux dieux, et ne deviendra pas une nouvelle Rome, centre et foyer des lumières d'un meilleur avenir. En attendant, les hérésies sociales sont les seuls signes de la vitalité et de la force de deux dogmes qui se disputent le gouvernement du monde. Le despotisme a déjà honte de son nom; le génie est passé du côté opposé, mais les vertus malheureusement ne se trouvent encore nulle part. Comme toutes les grandes vérités, celles qui doivent rajeunir le monde politique travaillent leurs dogmes et purifient leurs doctrines; avant d'être créatrices elles doivent subir des combats et des épreuves nouvelles. L'égoïsme des apôtres a jeté souvent dans les réactions du paganisme politique l'intérêt individuel, pour leur donner plus de vigueur revendiquant ses profits, et se couvrant du costume modernisé de nouveaux représentans d'une société vieillie; cet intérêt tente un dernier essai d'un dogme qui n'a plus de croyans, il tâche de réhabiliter dans l'aveugle adoration des peuples un pouvoir dont la mort imminente ne peut dans le silence des convictions anciennes qu'exciter la curiosité des penseurs.

Cependant la foi nouvelle cherchée et pressentie a déjà une existence promise et presque assurée : le culte des catacombes la sanctifie d'avance, là même où elle est le moins comprise. Les souterrains de la Newa et les mines de la Sibérie ont déjà leur culte de sang, de larmes et d'espérance, aurore féconde d'un avenir inconnu. Les despotes popularisent cette vérité, *que la grace des souverains n'a qu'un temps, et disparaît en se subdivisant*, quand le bonheur que les institutions fixent et protégent est inépuisable, accessible pour tous, et se reproduit avec une rapidité inconcevable sans aucun secours étranger. Le bonheur possible est prévu; on entrevoit aussi où gît le principe de toutes les calamités que l'humanité déplore : le résultat de ces deux convictions peut être retardé, mais il ne sera plus perdu pour le monde auquel un grand pas est préparé.

Nous ne reviendrons plus sur les détails historiques de l'existence moderne de la Russie ; dans ce que nous venons de dire, le juge qui a ses opinions faites *à priori* ne verra rien certainement de nature à modifier ses convictions ; mais le lecteur impartial y trouvera peut-être des motifs suffisans pour ne plus croire à cette espèce de prescription historique qu'on est habitué d'invoquer en faveur de Pierre et de ses créations. Le dernier panégyrique de M. de Ségur est devenu une espèce d'évangile prêché par la diplomatie russe, et il exerce de l'influence, non-seulement sur les historiens, mais même sur des politiques-praticiens de notre époque. Ils ne veulent rien connaître par eux-mêmes, ils disculpent tous les crimes et toutes les fautes de leur héros.

La mort du malheureux Alexis, immolé par un père à ses caprices, n'est, selon eux, qu'*un grand sacrifice à une grande idée*. L'héritier de Pierre a péri sous l'accusation irrémissible de ne pas partager la haine qu'inspiraient à son père les grandeurs toutes nationales de la vieille Moscovie. Rien ne pouvait désarmer la colère de l'autocrate réformateur ; son malheureux fils s'exila ; mais, par un ordre auquel ses vertus lui commandèrent d'obéir, on l'empêcha de promener même ses dégoûts sous des cieux moins rigoureux. Il renonça à la couronne, et déclara à son père qu'il avait intention de se faire moine. Eh bien ! le monde a vu de quoi est capable l'amour-propre des despotes : un père a pu condamner à mort son propre fils, parce qu'il manqua de goût pour les excès d'un pouvoir aveugle qui voulait se faire un peuple à son caprice. Non, quiconque connaît les œuvres de ce sauvage réformateur dans toute leur vérité, ne pourra jamais s'abaisser à répéter que la mort de son fils fut *un grand sacrifice à une grande idée* ; il dira que c'était un grand crime, et que toute civilisation deviendrait odieuse dès qu'elle s'annoncerait sous les auspices d'une morale capable d'absoudre un pareil acte.

Pierre prodigua l'exil, la confiscation et la mort, pour faire oublier à des générations entières tout ce qu'elles pouvaient trouver d'honorable dans leurs souvenirs historiques; il n'obtint pour résultat d'une vie entière vouée à des actes cruels et dénaturés, que de faire adopter à ses peuples quelques usages semblables à ceux des aventuriers français et allemands, qui s'abaissèrent à devenir l'instrument servile

de ses caprices. Trois années après le sacrifice barbare de son fils, Pierre compléta l'autocratie en cumulant avec elle les fonctions de chef de l'église, beau préambule pour inspirer de la vénération pour le culte ainsi représenté.

Nous serions mal compris, si les idées aujourd'hui dominantes faisaient croire que nous aurions exigé de Pierre qu'il dotât la Russie d'une charte politique ou de réformes semblables à celles qui occupent la pensée de notre siècle; nous déclarons n'avoir aucune confiance dans l'efficacité des constitutions écrites; nous venons de voir comment Nicolas a déchiré la charte de son prédécesseur, et nous aurions vu celle de Pierre dix fois mise en pièces par lui ou les siens. La morale seule peut rendre sensible la différence des formes gouvernementales. La république, sous Robespierre, ne valait pas mieux que la monarchie sous Pierre, et la souveraineté du peuple, absorbée par Napoléon, ne garantissait pas mieux le bonheur et l'indépendance des individus que l'autocratie russe pendant l'époque à laquelle Alexandre se disait *un heureux accident* dans l'ordre politique de son pays. Ce que nous voudrions, avant tout, c'est que les gouvernans eussent la morale de la religion qu'ils déclarent professer.

Cependant, voulant préciser ce que, selon nous, on pouvait exiger du formidable législateur de l'immense empire russe, nous dirons qu'il aurait pu, pour le moins, garantir aux localités de ses vastes possessions le degré d'existence publique que la Grande-Bretagne a établi dans ses colonies les plus lointaines et les moins civilisées. Le gouvernement central de Saint-Pétersbourg, qui, aujourd'hui, ne peut baser solidement son administration sur les données qui lui sont exclusivement fournies par des employés subalternes voleurs et menteurs, aurait acquis, par l'organe de conseils délibérans publiquement, dans chaque partie distincte de l'empire, une espèce de miroir fidèle de tous les intérêts tellement divers, pour des régions séparées par de si grandes distances, qu'aucune capacité, voire même le génie, ne pourrait les deviner. Comment un général, nommé ministre de la justice, de l'instruction publique ou de l'intérieur, pourrait-il se flatter d'être assez au courant de la vérité des détails, pour connaître les besoins de ses administrés qui habitent les bords de la Mer Noire, en même temps qu'il lui faudrait statuer sur des affaires identiques de

nom, quoique toutes différentes par des raisons locales, en Sybérie, au Caucase ou en Finlande? Les mensonges officiels des employés les plus intéressés à ce que la vérité ne soit jamais connue, forment cet amas d'actes, de correspondances, qui ne peuvent que dérouter les intentions les plus pures. Le brigandage est tellement le mobile des administrations provinciales, il a tellement pénétré dans tous les ressorts de la machine administrative en Russie, que l'employé qui ferait exception arrêterait le mouvement de la machine entière; et des velléités d'honnêteté, deviendraient souvent un nouvel élément de malheurs pour les administrés, qui préfèreraient avoir affaire à une vénalité à laquelle on les a accoutumés.

Les améliorations économiques ne sont encore en Russie qu'à leur faible début. Ce grand empire est à la fois la plus pauvre partie du monde industriel, et peut-être celle où tout prouve le mieux que lorsque l'instruction primaire est peu répandue, les progrès même purement matériels ne peuvent recevoir un vaste développement. Les Russes sont pleins de patience et d'aptitude; accoutumés à lutter contre toutes les rigueurs de la nature, aucune difficulté ne les effraie; aussi, lorsque l'émancipation des serfs, précédée de l'émancipation sociale, commencera à récompenser la sobriété et l'économie; lorsque l'administration supérieure ne demandera que des sacrifices bien entendus et dirigés vers les progrès sociaux, les dispositions des habitans de la Russie pourront produire d'importans résultats. Comme la véritable force d'un gouvernement est en raison de la justesse de ses vues et de la confiance que sa moralité inspire, il y a lieu de penser, par ce que nous voyons en Suède, en Norvége, en Suisse et aux Etats-Unis, où, indépendamment du climat, la prospérité des hommes se proportionne à leur liberté et aux soins d'une administration éclairée, que les mêmes phénomènes se manifesteraient en Russie, appelée alors à ses véritables et grandes destinées.

Les despotes russes, depuis Pierre jusqu'à Nicolas, croient que la civilisation, ce fruit de la liberté, ne leur apportera que la partie de ses élémens dont ils auraient besoin, et que ceux qui gêneraient le despotisme resteront dehors, interceptés par leurs douanes. Ils veulent avoir des diplomates, de grands capitaines, des financiers, des

administrateurs, des artilleurs, des ingénieurs, des artistes, des commerçans, des fabricans, des médecins de première capacité; mais ils ne veulent pas être troublés par les droits qu'ont acquis la liberté de la presse, par la discussion, par les lois, l'honneur, la gloire, la vertu; enfin par aucun indice de l'individualité morale, caractère saillant des peuples civilisés; ils oublient que l'esprit humain ne marche pas par saccades: c'est un fleuve qu'on peut détourner, mais qu'on ne peut mettre en bouteille et transporter à loisir selon les exigences d'une capricieuse volonté. Qu'en advient-il? les diplomates, administrateurs, militaires, commerçans et artistes étrangers venus en Russie, ne tiennent à ses déserts que par la rapine. Un meilleur système de gouvernement pourrait peut-être y naturaliser d'industrieux vagabonds, et par là servir et accélérer, sous un certain point de vue, les progrès de la société indigène; mais l'absence de bonnes lois en fait de véritables pirates qui regardent comme la plus pénible conséquence de leur position, chaque moment passé en Russie. L'Europe pourra toujours acheter leur trahison comme un effet coté à la Bourse.

Plusieurs écrivains contemporains reprochent à la noblesse russe d'avoir empêché l'émancipation de ses serfs, ou plutôt de ses esclaves, méditée par l'empereur Alexandre. Ces reproches nous semblent injustes : une véritable émancipation des serfs ne pourra jamais avoir lieu dans un pays où l'on ne procède pas encore à l'émancipation de ceux qu'on na pas l'habitude d'appeler serfs, mais dont la position ne diffère de celle de ces derniers qu'en ce qu'on a besoin d'acheter un serf pour en disposer, et que le pouvoir aristocratique, en ôtant la liberté et la vie, à sa première fantaisie, à celui qui ne l'est pas, n'a pas même besoin de délier sa bourse. Dans notre conviction, l'émancipation de ceux qui ne sont pas esclaves doit toujours précéder l'émancipation de ces derniers, sans quoi le mot initial manquera à l'idée d'une vraie émancipation. Si on voulait choisir entre deux situations également exaspérantes, on choisirait encore en Russie plutôt celle du serf que celle de l'homme prétendu libre; car l'esclave comme tel est protégé par l'intérêt propre de son propriétaire et par l'intérêt collectif de la propriété, contre tous les abus de qui que ce soit, excepté contre ceux de son propriétaire; cette protection d'ailleurs est un principe conservateur que le gouvernement même n'a pas un intérêt direct à

étouffer, tandis que l'homme qui ne s'appelle pas esclave, perdu dans l'immensité de l'empire dont il est sujet, privé d'une protection spéciale et efficace de son vrai propriétaire, l'autocrate, n'a pas à la vérité d'acheteurs, mais aussi il ne voit personne s'intéresser à sa conservation, et s'il occupe un rang subalterne dans l'échelle d'une hiérarchie sociale, soumise à une subordination militaire, toute plainte qu'il oserait porter contre ses persécuteurs serait un cri de révolte qui suffit pour ouvrir devant le présumé coupable un abîme de persécutions. Nous demandons après cela si l'on peut désirer en Russie un semblable état de choses, et comment, sans une véritable aberration d'idées, on peut l'appeler liberté. Rendons donc à César ce qui est à César, et sachons à qui attribuer la cause, si dans la septième partie du monde l'état d'un homme qui n'est point serf est encore pire que le servage.

Nous croyons que les moyens d'arriver à une émancipation réelle, impérieusement exigée par la morale et par l'économie sociale pourraient se trouver sans grande difficulté, sans commotions politiques, et même sans trop blesser les droits usurpés. Si, par exemple, on établissait pour chaque province un prix courant de rachat; si l'on donnait à l'esclave un comité protecteur chargé de recevoir ses économies et de le défendre contre la rapacité de ses maîtres, cette espérance seule stimulerait son activité, et peu à peu la population devrait à elle-même son salut; mais il faut qu'elle puisse y croire, il faut qu'elle soit rassurée contre la crainte de ne changer que nominalement son esclavage.

L'état moral du serf gagnerait beaucoup à ce changement; nous savons combien la liberté est essentiellement nécessaire à l'homme pour rendre sa vie pure et ses actions prévoyantes. Dans les Etats-Unis d'Amérique, la population noire compose le sixième de la population entière, et les noirs figurent pour la moitié, dans le nombre des réprimés de justice. En Russie, cette proportion est bien autrement effrayante, et cependant on n'y réfléchit guères. La société y est d'ailleurs à peine protégée contre les crimes privés, les autorités étant toujours préoccupées de la recherche et de la poursuite des crimes d'Etat; ils ne peuvent donc qu'abonder dans un pays où chaque mouvement naturel qui pousse à conquérir la dignité de l'homme, est une contravention contre les caprices-lois; aussi a-t-on remarqué (1) que le nombre des exilés en Si-

(1) Voyez l'Annuaire historique, 1827, p. 314.

bérie n'était jamais moindre de 9,000 individus par an. Combien ce nombre a dû s'augmenter depuis la dernière guerre de Pologne ! Le malheur veut que les améliorations rationelles, quant au sort ingrat des populations en Russie, ne soient pas même encore pressenties : personne n'y songe, et le gouvernement moins que personne, à moins qu'il ne croie que le génie de ses prospérités lui fera acquérir ces trésors, comme certains philosophes chinois ont pensé que l'huître reçoit les perles en baillant. Si les autocrates ont quelquefois déployé de l'habileté, cela a toujours été dans la gestion des affaires étrangères ; et quand après avoir fait tout le mal imaginable à leurs propres sujets, ils en ont fait autant aux autres pays, ils ont eu la conscience nette, comme s'ils eussent rempli avec gloire leur vocation. Leurs pensées, quant au régime intérieur, ont quelque chose de commun, quelque chose de mécanique qui n'étonne que par la promptitude de l'exécution déployée pour obtenir des résultats nuls ou stériles; toute leur attention tend à étouffer la vie intellectuelle partout où elle commence à poindre. Le gouvernement pourrait se rappeler que les passions naturelles à l'homme peuvent parfois produire de bons effets, tandis qu'un complet changement dans les dispositions populaires, s'il pouvait même être obtenu, ne le serait jamais sans favoriser une insigne corruption morale ; car nos dispositions sont si mélangées, qu'en étouffant celles qui peuvent contrarier un gouvernement, il faudrait étouffer aussi celles qui sont bienfaisantes par elles-mêmes. Ces combats épuisent les forces d'une société pour produire des résultats qu'on ne prévoit jamais ; les gouvernemens seraient-ils assez aveugles pour croire que le ciel organisera d'avance la destinée des peuples, d'après le mot d'ordre sorti de leurs bouches ? Faut-il une plus grande preuve de la débauche d'un pouvoir despotique que la prodigalité avec laquelle il emploie les deniers publics, arrachés à la plus affreuse misère ? L'histoire de la construction de Saint-Pétersborrg n'est-elle pas une sorte de véritable épigramme mise en action ? Le premier des grands édifices publics qu'on y construisit fut un abattoir ; et on raconte que plus de cent mille hommes ont péri pendant la construction du fort, où on a logé quelques princes morts, quelques prisonniers d'état mourants. Les prospérités mêmes que le pays doit à des circonstances accidentelles disparaissent du moment que le gouvernement s'en

mêle. Le gouvernement a oublié certaines œuvres qu'on peut considérer comme un commencement d'économie sociale, et ces œuvres ont réussi ! Nous voulons parler de quelques richesses acquises par des paysans établis sur les domaines de la couronne; cela a suffi pour inventer les colonies militaires, gaspiller par une organisation bizarre tout ce que la marche naturelle des choses avait produit; dépenser des sommes immenses pour métamorphoser des villages prospères en casernes ridicules, et de bons agriculteurs en martyrs en uniformes; faire enfin dans son propre pays des ravages que des invasions ennemies, continuées pendant un quart de siècle, ne pourraient égaler. En un mot, quand on parcourt les immenses provinces de l'empire russe, on reçoit une leçon qui vaut bien celle des livres et des universités, une leçon qu'on n'oublie jamais, et qui se grave dans notre pensée d'une manière presque matérielle. Il en résulte que la plus cruelle des destinées que puisse subir une nation, c'est d'être gouvernée à la Russe.

Pour finir ce que dans ce fragment nous voulions dire sur la Russie, nous rappellerons aux Polonais que l'idée de leur délivrance et celle de l'émancipation des peuples de l'empire exterminateur doivent toujours naître simultanément; que les monstruosités individuelles des autocrates ne doivent guère les exaspérer contre la nation russe, qui reste innocente des forfaits de son gouvernement, pour lequel le mépris universel paraît être une chose si méritée, que bientôt les Russes eux-mêmes partageront le mépris que ce gouvernement inspire de plus en plus dans l'Europe civilisée. Nous dirons aux différens peuples de la Russie que les nations n'ont peut-être pas de stimulant plus fort que la communauté des malheurs. Nous dirons à ceux d'entre les Russes qui mêlent la servilité à des sentimens patriotiques, que si l'adoration du pouvoir de l'autocrate remplace dans leur cœur tous les sentimens généreux, encore ne doivent-ils pas oublier que le pays, où l'avant-garde de leur empire s'est campée, est habité par des hommes qui n'auront jamais leur croyance; que toutes les fois qu'une politique d'avenir manque à un gouvernement, il fait mal aussi les affaires du présent. Quant à l'empereur Nicolas, si jamais, malgré mille précautions, ce prince parjure se trouve en face d'un de ces convois funèbres de Polonais déportés en Sibérie, leur position réciproque ne ressemblerait-t-elle pas à celle de ces hommes du conte

oriental, qui avaient le pouvoir de se tuer mutuellement par leurs regards ?.. Alors nous voudrions bien lui rappeler cette vérité fort ancienne, que si bas que soit un homme, le crime peut encore l'abaisser et le dégrader. Il ne sera plus alors disposé à s'arracher comme nous au sol natal, à tout ce qu'il aime; il aimera mieux céder à la tentation et se venger. L'enfer rendra inexorables comme la pierre du tombeau toutes ses pensées, tous ses sentimens; sa nature, dégénérée par l'exemple des vices et des habitudes barbares de ses oppresseurs, l'endurcira pour la vengeance et le fera descendre à ce sentiment de férocité qu'on pourrait appeler *la volupté du désespoir*.

Nous terminerons notre article par une citation de Philippe de Commines qui dit :

« Dieu n'a créé aucune chose en ce monde, ny hommes, ny bestes, à qui il n'ait fait quelque chose son contraire, pour la tenir en crainte et en humilité. » Nous ajouterons seulement que c'est probablement la raison pour laquelle la Pologne et la Russie sont faites voisines l'une de l'autre.

CHRONIQUE POLONAISE.

POLOGNE SOUMISE.

I. Actes du Gouvernement Russe.

Trois ans se sont écoulés depuis que la Pologne est retombée sous le joug de l'étranger ; trois ans, depuis que le gouvernement russe y exerce son pouvoir illimité, et pas un seul acte n'est venu pendant tout ce temps, consoler l'humanité souffrante et absoudre la victoire. Annalistes fidèles, nous n'avons à consigner que cruautés, violences et persécutions de tout genre. Les victimes sont about de leurs forces, l'Europe est fatiguée de l'effrayante monotonie de ces souffrances, nous-mêmes, nous sommes presque las d'avoir à les dire et redire tant de fois. Il n'y a que l'empereur Nicolas qui ne se lasse point dans sa cruelle vengeance ; rien n'arrête ses rigueurs et chaque jour en dévoile de nouvelles. Les amis de la Pologne n'avaient-ils pas droit à toute franchise nationale, à tout droit politique; qu'on épargnerait au moins les individus et que leurs personnes et leurs propriétés seraient respectées? Mais non ; point de re-

lâche, point de pitié, point de trêve de Dieu. Interrogez les journaux officiels russes et français, ils vous diront (1) que tout récemment encore les domaines de 157 propriétaires ont été confisqués une seconde fois. Les édits qui contiennent cette disposition injuste et sévère sont accompagnés de listes qui désignent les noms, les prénoms et toutes les qualifications des individus frappés de cette condamnation arbitraire.

Mais il ne suffit point au gouvernement russe d'assouvir sa vengeance en spoliant et dépeuplant la Pologne, il faut encore la démoraliser. Tout moyen qui conduit à cette fin est indistinctement employée. C'est dans cette vue que l'on sévit, c'est dans cette vue que l'on récompense. Nous avons parlé des décorations accordées aux commissaires chargés de juger à Varsovie les prévenus de crimes d'état, et accordées pour avoir jugé et condamné *promptement* et *sévèrement*. Nous avons parlé de l'exil dont a été frappé ce juge qui seul avait manifesté l'intention de juger *équitablement* (2). Nous allons aujourd'hui citer deux faits qui prouvent que ce gouvernement, non content d'étouffer tout germe de sentiment noble et généreux, veut encore affaiblir les relations de parenté, détruire le lien sacré de famille.

Un paysan de Podolie, habitant un des villages du district d'Olgopol, nommé *André Mielniczuk* avait été forcé en 1831 d'entrer au service militaire russe. Enrôlé dans le régiment d'Azow, il parvint à se soustraire à ce service et revint dans ses foyers, retrouver son hameau et la chaumière qu'habitait son père. Ce père au lieu de le protéger et de lui aider à se dérober aux poursuites de l'administration, connaissant bien le châtiment sévère qui attendait le réfractaire, eut la barbarie de s'emparer de son fils et de le livrer à l'autorité, sans exiger la récompense pécuniaire destinée aux dénonciateurs. Le fait ayant été rapporté à l'empereur, le père dénaturé reçut une décoration spéciale, et son action fut publiée, comme louable, dans toutes les parties de l'empire (3).

Une mère (madame Szpek), pour n'avoir pas dénoncé son fils, accusé de complicité dans les dernières tentatives des Polonais contre le gouvernement moscovite, vient d'être condamnée à *dix ans* de réclusion, avec l'obligation de *balayer journellement* dans un hôpital militaire russe.

Nous n'hésitons pas d'ajouter ici un troisième fait qui prouve que ce gouvernement s'acharne contre tout ce que les hommes considèrent comme respectable et sacré. A l'occasion d'une nouvelle spoliation du culte catholique, on ne s'est pas contenté

(1) Voyez le Dz. Pow., N° 334; le Tygod. Petersb., N° 92.

(2) Voir la Chronique polonaise du mois de septembre, p. 186.

(3) Voyez le Dz. Pow., N° 240.

de la donner au culte grec mais on a même porté le vendalisme jusqu'à violer les tombeaux et priver de sépulture les restes du fondateur de l'église, le Comte Potocki et ceux d'un des plus célèbres poètes Polonais, Trębecki. Les détails de cet acte inouï de barbarie ont été rapportés par un journal qui depuis longtemps semblait sympatiser plutôt avec la Russie qu'avec la Pologne. Avant de citer l'article en question nous ferons observer que la profanation du tombeau du Comte Potocki a été faite par les Russes en dépit des services qu'il avait rendus à la Russie dans son égarement criminel. Triste et grande leçon pour ceux qui servent les intérêts d'un pays contre leur patrie.

Voici comment la *Gazette de France* raconte ce fait :

«...De la partie de Pologne échue à la Russie par les deux premiers partages, on a formé neuf gouvernemens dont les habitans professaient la religion catholique romaine et pour la plupart ne la professent plus. Catherine par politique, car la nature de ses mœurs ne permet pas de croire que ce fût par religion et pour confondre les deux églises grecque et romaine, introduisit dans la Pologne-Russe l'usage de dire la messe en langue slavone, et les habitans prirent si parfaitement bien le change, qu'à la mort de cette souveraine les trois quarts des gouvernemens provenant des deux partages étaient devenus grecs; la Lithuanie seule et la Samogitie conservaient encore le culte catholique romain.

Paul successeur de Catherine, toléra l'ancien culte dans les provinces d'origine polonaise et quelquefois même le favorisa. Ses deux successeurs n'en ont point fait de même; ils ont avec la couronne hérité de l'astucieuse intolérance de leur aïeule, et voilà pourquoi sous leurs règnes il n'est paint d'injustices qu'on n'ait commises et point de perfides moyens qu'on n'ait employés pour ravir le culte romain non seulement aux procinces du premier et du second partage, mais encore à celles qui reçoivent dérisoirement de nos jours le titre de royaume de Pologne.

Par exemple, pour ne parler que du temps présent, on conçoit facilement que le culte romain va cesser d'être celui de l'innombrable quantité d'enfans qu'une politique barbare fait arracher des bras de leurs parens pour les conduire, de Pologne en Crimée, dans des déserts qu'ils auront fumés de leurs corps avant d'atteindre l'âge auquel ils seraient en état de les cultiver avec leurs bras. On comprend sans peine combien le culte romain doit être ravalé dans la pensée des paysans polonais qui le professent depuis que sous de vains prétextes politiques on dégrade et bâtonne journellement des prêtres à leurs yeux. Enfin, comment, à moins d'un miracle le culte romain pourrait-il survivre en Pologne à la destruction de ses églises dont on s'empare, à celle des écoles qu'on détruit.

Stanislas-Félix Potocki, possesseur en Podolie d'une fortune tellement immense que le partage en a rendu riches ses dix-sept enfans, fut le chef de cette confédération de Targovica à l'aide de laquelle l'adroite Catherine, en l'année 1791, empêcha l'etablissement d'une constitution qui pouvait sauver la Pologne. Ce grand maître de l'artillerie reçut, avant de rien entreprendre, de sa souveraine, la formelle promesse que la Pologne serait conservée telle qu'elle existait depuis le second partage ; il crut à ce fallacieux engagement, servit bravement comme les Potocki sont habitués à le faire, reconnut son erreur, et mourut de chagrin d'avoir compromis le sort de sa patrie ! Ses cendres reposaient à Tulczyn, ville de Podolie, dans l'église d'un couvent de Dominicains fondé par les Potocki pour servir de tombeau à leur famille.

Cette ville de Tulczyn contient huit à dix mille habitans, et renferme deux temples grecs qui ont de tous temps été jugés plus que suffisans pour le nombre des hommes qui professent cette religion. Il n'existait par conséquent point de prétexte pour ravir aux catholiques romains leur église, aux Potocki leur fondation de famille, aux Dominicains leur existence. Tout cela s'est cependant exécuté par l'ordre de l'empereur Nicolas. L'église romaine de Tulczyn vient d'être convertie en un temple grec, et comme si la présence des cendres des Potocki eût profané ce temple, leurs cadavres viennent d'en être arrachés et jetés hors de l'église que leurs ancêtres avaient construite pour servir de sépulcre à la famille. Qu'on dise si jamais l'exécution d'un fait aussi attentatoire à la propriété et à la religion, fut ordonné par le gouvernement d'un peuple civilisé !

Non, jamais l'intolérance ne fut portée aussi loin, jamais on ne vit le fanatisme se livrer à de plus épouvantables excès ! Quoi ! sans nécessité publique, vous ravissez à une famille sa propriété ! sans respect pour les morts, vous profanez des tombeaux, et sans reculer d'épouvante vous dévastez le temple du Seigneur ! Les peuples dans leur délire ont quelquefois commis d'aussi monstrueuses iniquités, mais jamais jusqu'à nos jours un gouvernement régulier n'en avait donné l'exemple ; il n'y a même que le plan bien arrêté de substituer la religion grecque à la religion romaine dans toute l'ancienne Pologne qui puisse l'expliquer. Ce ne peut être que dans ce but qu'on ferme l'unique temple d'une de ses religions pour en ouvrir de surabondans à l'autre ; ce ne saurait être par haine contre les Potocki que vous agissez ainsi, puisque maintenant encore trois d'entre eux sont de grands dignitaires de votre cour, c'est uniquement par intolérance. Si les Potocki eussent construit leur tombeau sur un territoire turc, il resterait intact ; c'est à leur patrie qu'ils l'ont confié ; vous avez pris cette patrie, et non content d'en priver les vivans, vous voulez en déposséder les morts.

Mais ce n'est pas seulement le culte romain, c'est encore l'enseignement de la religion romaine que le gouvernement russe persécute à outrance sur toute l'étendue de la Pologne. Dans la ville d'Human, qui appartient à Alexandre Potocki, existait une autre fondation de famille ; un riche couvent de l'ordre de St-Basile répandait l'enseignement chez tous les jeunes gens qui se destinaient à l'exercice du culte catholique romain ; sa célébrité était assez grande pour qu'il s'y trouvât toujours 700 étudians. Un ordre de détruire cet établissement a été signé par le czar ; il vient d'être exécuté, et les biens qu'il possédait ont, comme ceux de l'église de Tulczyn, été distribués aux établissemens grecs...

Heureux seraient encore les Potocki si d'aussi horribles profanations ne s'exerçaient que dans leurs terres, si seuls ils étaient dépouillés pour enrichir les Grecs. Mais ce n'est pas uniquement contre eux, c'est contre la religion catholique romaine tout entière qu'elles sont dirigées. Toutes les écoles du même genre qui existaient dans les neuf gouvernemens de la Pologne-russe les ont également subies. On n'y tolère pas même l'enseignement secondaire et nulle part les biens des écoles et des églises n'ont été remis aux fondateurs ; partout ils ont été distribués aux Grecs. C'est une véritable persécution religieuse, c'est l'entreprise ouverte d'anéantir la religion catholique romaine et d'universaliser la religion grecque dans un empire qui déjà englobe la neuvième partie du monde et qui de tous côtés travaille à son agrandissement. Que l'empereur Nicolas qui passe pour religieux dise s'il croit par ce moyen travailler à l'accomplissement des Saintes Ecritures ?

Un système de conduite ainsi caractérisé peut-il captiver l'opinion ? peut-il la ramener à devenir favorable pour un prince auteur de tant de maux ? Non certes, aussi nous voyons l'empereur Nicolas en avoir la conscience. Son séjour en Pologne à son retour de Berlin le prouve d'une manière incontestable. Il fait semblant de venir séjourner à Varsovie et il n'y reste que huit heures, et il ne voit que les Russes et un très petit nombre de ses fonctionnaires. Tout son temps est consacré à visiter la citadelle qui menace Varsovie, et Modlin qui doit le garantir de l'Europe ! ! »

II. NÉCROLOGIE.

Les journaux annoncent la mort de deux Polonais de marque, celle du comte Valérien *Stroynowski* et celle de M. *Młodzianowski*. Nous aimons mieux en consignant le premier décès faire mention des ouvrages dont M. *Stroynowski* a été l'auteur, que des dignités dont il a eu le malheur d'être revêtu par le gouvernement russe. Ses deux ouvrages sont : un *Essai sur l'Economie politique*, et un *Traité sur les conventions à conclure entre les paysans et les propriétaires* (1).

(1) Voyez le Tygod. Péters., N° 90.

M. Młodzianowski était juge du tribunal suprême à Varsovie, où il est mort le 15 décembre, regretté de tous ceux qui l'ont connu (1).

III. LITTÉRATURE.

Nos malheureux compatriotes ne cessent de travailler pour sauver la langue polonaise du danger qui la menace d'être expulsée par l'idiome russe; c'est donc avec un plaisir toujours très vif que nous consignons les nouvelles productions littéraires de la Pologne. Il a paru à Wilna :

1. Une Histoire universelle, traduite de l'allemand, de Bredow.

2. Un Traité de Géographie générale, traduit du français, de M. Ansart.

3. Un Cours d'Arithmétique, d'après Vernier.

4. Les œuvres posthumes de Simon de Nantua.

5. Les Aventures de Robinson, traduit de l'anglais, de M. Foé, et d'après l'édition publiée à Paris par la Société de l'Enseignement élémentaire.

6. Une troisième édition des Jardins du Nord, de M. Strumiłło.

7. L'Almanach connu sous le nom de Znicz, ou Feu Sacré.

A *Varsovie* on annonce les publications suivantes :

1. Cours de Mécanique, par M. Berngard, élève et professeur de l'École Polytechnique, école qui a existé en Pologne avant la révolution, et que la Russie a depuis abolie.

2. Un Almanach universel.

On publie de plus en langue polonaise, à Varsovie, quatre journaux. A Posen, un ; à Cracovie, deux ; à Wilna, deux, à Pétersbourg, deux.

Nous terminerons cette courte note par un extrait de la lettre qu'un Polonais (M. Joseph Kowalewski), aécrite en Asie, au milieu des steppes habités par les Buriates. M. Kowalewski y séjourne pour étudier la langue et les livres religieux des Buddistes.

« Je passai l'été sur les bords du *Temnik*. — Pour vous, qui habitez une grande et belle capitale, vous me verriez avec peine établi dans une cabane (jourte), sans toit, ni portes, ni fenêtres, où j'ai succédé au malheureux Nomton. Tout près d'ici, au fond d'un bois de saules, repose sa dépouille. C'était un homme très versé dans la langue tibétane et mongole, d'une force physique extraordinaire, d'un grand talent poétique et d'un cœur excellent. Nomton n'a jamais été vaincu à la lutte ni à la course; il charmait les steppes de sa voix, comme il animait de sa gaîté les réunions d'amis, comme il les étonnait encore par sa singulière voracité. Invité à un festin nuptial, il consommait à lui seul un demi-bœuf, qu'il arrosait d'avaka, ou eau-de-vie tirée du lait, ou de graisse fondue...

(1) Voyez le Dz. Pow., N° 347.

« Je vis ici au milieu des Buriates, toujours prêts à m'assister dans mes recherches littéraires; je lis avec eux, je converse, j'étudie, et je passe mes momens de loisirs, soit dans les temples pendant la célébration des cérémonies du culte, soit dans les tentes voisines pour assister à des banquets fraternels. Je trouve partout la même hospitalité. Parfois je deviens hôte à mon tour, et j'offre à mes amis du désert une tranche de pain, un gigot de mouton ou une écuelle de thé...

« Le jour était sur son déclin, et les derniers rayons du soleil ne doraient plus que faiblement le haut de la *jourte*, où je voulais passer la soirée avec mes jeunes Buriates, fatigués de copier des livres sacrés. Ma tabatière passait de main en main; un vieux Buriate nous faisait des récits sur *Ardgi Bourdgi*, prince indien, lorsque nous entendîmes l'aboiement de nos dogues. Des enfans à demi nus coururent à la rencontre de l'arrivant. Le rideau de laine qui sert de porte se leva, et nous vîmes paraître un homme maigre, de très haute stature, couvert d'un habit rouge et d'une cape jaune sur la tête. De longues moustaches noires se dessinaient au-dessus d'une barbe blanche qui descendait sur sa poitrine. L'hôtesse de la *jourte* se hâta de tirer d'une armoire un matelas couvert de toile jaune; elle l'étendit à côté de l'autel domestique, et le voyageur s'assit gravement en occupant ainsi la place d'honneur. Tous les présens se mirent debout respectueusement, leurs mains devant la figure, s'inclinèrent à plusieures reprises en touchant la terre de leur front, et s'approchèrent du Lama pour recevoir sa bénédiction. La cérémonie religieuse achevée, le front du voyageur s'éclaircit, et un doux sourire anima ses traits. Les saluts réciproques se succédaient lentement. La flamme pétilla de nouveau au centre de la *jourte*, et le thé bouillant fut encore présenté à tous les assistans. Nous vidames chacun une écuelle; le Lama rinça la sienne, la sécha avec du pepin, et la garda dans son sein. La conversation devenait toujours plus vive, et du beau temps, des herbages, de l'inondation et des ouragans, elle passa à l'objet de mes recherches. « Je m'étonne et me réjouis, dit Dolsam Dorgi, c'est le nom du Lama, de voir un étranger venu de si loin passer son temps parmi nous autres hommes simples, supporter toutes les incommodités de la vie du désert, consacrer son temps à l'étude de notre langue, de nos mœurs, de notre histoire et de notre religion. J'en ai vu beaucoup d'autres parcourir le pays comme un éclair, et puis s'arroger le droit de se moquer de nos croyances et de notre simplicité; je les ai évités, en me dérobant à leur présence dans ma sauvage retraite. Toi, tu ne nous méprises point, et tu cherches avec intérêt à approfondir les dogmes de la foi du divin Budda. Je ne me possédais pas de joie, en apprenant que tu recueillais les livres sacrés et que tu aimais à t'en entretenir.

Pardonne au simple Buriate au Lama ermite qui se présente de lui-même. J'adore la religion qui conduit à la vertu et à la félicité éternelle. Je recherche les hommes qui l'étudient, et j'en retire un double avantage : le mérite de m'occuper d'un objet respectable, et la lumière que l'on acquiert par un examen approfondi... Il est louable, dit encore le Lama, de sonder les mystères de la foi; mais tu as dû te convaincre des grandes difficultés qu'on rencontre dans ce travail. La langue ancienne, dans laquelle on a traduit les livres saints du Tibétan et précédemment du sanscrit, les termes techniques, fabriqués à la hâte, tout cela n'est pas intelligible à chacun. Tu comprendras plutôt les légendes innombrables, que les ouvrages purement dogmatiques. Cependant il faut sans cesse les rapprocher, les comparer. Il nous faut, même à tout moment, chercher des commentaires vivans..... Que de fois n'ai-je pas été obligé de soumettre mes notes, mes doutes à différens Lama et même à *Chambon*; j'étais heureux de recueillir quelques lumières..... Mais combien de fois me suis-je trompé dans mon attente..... On me nommait idolâtre pour m'être, dans l'humilité de mon ame, prosterné devant l'image de la Divinité; pour avoir fait une libation d'eau pure et de lait, répandu des grains et allumé un cierge aromatique devant la statue de *Budda*, pour avoir répété des prières consacrées depuis des siècles par le bienfaisant *Bodisatwa.* »

Joseph Kowalewski, ayant sous sa main la biographie de *Midza Dgoga*, fit à la demande de l'ermite lecture d'une prophétie butdise qui prédisait la corruption des Lama et la décadence de la religion. Pendant tout le temps de la lecture le vieil ermite répétait en soupirant : *Ojo! Ojo!* Enfin il dit :

O Budda! ô sagesse éternelle!

Il y a deux mille ans que le prophète prédit la chute de l'humanité; nous avons des yeux et nous ne voyons pas; nous avons des oreilles et nous ne voulons pas entendre la vérité. Ojo! Ojo! je le répétai souvent à mes confrères; ils m'ont qualifié de fanatique, d'enthousiaste. Je me suis tu, et concentrant mon ame je commençais à méditer dans la retraite, loin du regard des hommes. Pardonne, toi la plus douce de mes connaissances, que j'ose te convier de venir me trouver dans la vallée *Chara-usu*, où je désire vivement te parler de la religion que je professe. Tu ne trouveras qu'une mince chère de mouton et de thé.. Mais d'après notre proverbe, la parole d'un honnête homme est du miel céleste, est de l'eau sacrée (*Bachian*) qui nourrit l'ame et le corps.

« Cela dit, Dolsam Dordgi nous salua, suspendit le rosaire à son cou et quitta la *jourte.* Il s'élança sur son cheval et partit pour *Chara-usu.*

M. Kowalewski ajoute que la visite du Lama était une chose

d'autant plus extraordinaire que jamais il n'avait quitté sa retraite et que personne n'osait y entrer. Il finit par dire qu'il s'empresserait de profiter de l'invitation du Lama, pour le visiter à *Chara-usu.*

Nous espérons avoir bientôt une nouvelle lettre de notre digne compatriote, dont les recherches parviendront peut-être à jeter de nouvelles lumières sur l'état actuel du Buddaïsme dans cette partie de l'Asie.

POLOGNE PROSCRITE.

POSITION DES RÉFUGIÉS.

La lettre de M. le préfet de la Charente, adressée au maire d'Angoulême, sous la date du 4 décembre, a répandu quelques inquiétudes au sujet des subsides accordés aux réfugiés. Ces craintes, quelque prématurées qu'elles soient, nous paraissent être appuyées sur quelques mesures que le gouvernement, guidé par un système économie, a cru devoir adopter à l'égard de quelques uns des réfugiés qui, par leur travail et leur industrie, sont parvenus à suppléer à l'insuffisance des subsides. Le plan de cette mesquine économie qui devait être introduite aux dépens des réfugiés, et qui avait déjà reçu un commencement d'exécution, était fondé sur les ressources que pouvait se procurer un certain nombre de réfugiés. Il s'agissait donc de diminuer les subsides proportionnellement aux nouvelles ressources des réfugiés. Voyons si cette mesure est juste, et si elle remplit bien son but. La mission de tout gouvernement est sans contredit de faire le plus que possible d'épargnes à l'état; mais pour parvenir à ce but, il faut d'abord partir d'un principe de justice et agir d'accord avec les besoins de la politique du jour; or, est-ce agir avec justice que de décourager, par la suppression des subsides, ceux des réfugiés qui, par leur travail, se sont fournis quelques moyens honorables d'existence?

Est-ce agir avec justice que de favoriser, aux dépens des premiers, ceux qui n'ont pu, soit par leur faute, soit, comme il arrive le plus souvent, indépendamment de leur volonté, trouver quelques moyens de gagner leur vie? La mesure est en même temps impolitique, car il est de l'intérêt de la France de conserver les enfans dispersés de la Pologne, de conserver leur nationalité, d'éloigner d'eux tout ce qui pourrait encore empirer leur position, déjà si malheureuse. Aussi nous avons presque l'assurance que cette mesure n'aura point d'exécution, et qu'au contraire le gouvernement usera de toute son influence pour encourager le travail au sein de l'émigration polonaise, en facilitant aux réfugiés les moyens de s'établir, de se fonder en quelque sorte, sous le rapport de l'utilité, dans la nation fran-

çaise, en protégeant leur industrie, leur instruction, en leur ouvrant les institutions publiques, en employant aux travaux manuels ceux d'entr'eux qui voudraient s'y livrer, en facilitant leur entrée dans les manufactures, enfin, en employant les réfugiés chacun selon son goût et sa capacité à des travaux d'utilité publique.

Pour parvenir à ce but, il ne faut point gêner les réfugiés dans le choix de leurs résidences respectives; car, plus il y aura de restrictions et de mesures de police, plus la loi inhospitalière pèsera sur les réfugiés, plus on leur rendra difficile leurs moyens d'existence. C'est ainsi seulement qu'on pourra parvenir à utiliser une portion notable de l'émigration polonaise, qui se compose, pour la plupart, de jeunes gens actifs et laborieux. C'est en suivant cette voie qu'on peut espérer une amélioration sensible dans leur position, qui leur permettrait un jour de se priver volontairement des secours dont ils ne sentiraient plus un besoin aussi pressant, et dégrever ainsi successivement les charges de l'État. Mais que cette situation est encore loin de celle où se trouvent aujourd'hui les réfugiés, pour la plupart livrés aux plus rudes privations, à cause de l'état précaire de leurs moyens d'existence. Ne voyons-nous pas journellement, et surtout dans les départemens, des jeunes gens fort bien élevés mendiant tous les jours du travail sans pouvoir en obtenir; jusqu'à ce que le désespoir les pousse à se jeter souvent, aux dépens de leur force et de leur santé, dans les travaux manuels les plus rudes et les moins lucratifs. Que de pères de familles, après avoir fait à leur patrie d'immenses sacrifices, ne se voient-ils pas contraints de chercher dans quelque métier les moyens de pourvoir aux besoins pressans de leurs malheureuses familles! Non, loin de nous l'idée que le gouvernement veuille encore, par quelques nouvelles mesures, aggraver les peines des Polonais en France; loin de nous l'idée que, séduit par l'idée d'une économie à tout prix, il veuille arracher ce pain qu'une nation entière baigne de ses larmes!

Voici la lettre écrite par M. le Préfet de la Charente au Maire d'Angoulême :

« Angoulême, 4 décembre.

« Monsieur le Maire,

« D'après les explications que m'a transmises M. le ministre de l'intérieur, au sujet des réfugiés étrangers, je vais vous faire part de quelques observations qu'il est extrêmement utile à communiquer à ceux domiciliés dans le sein de la ville que vous administrez; je compte pour cela sur votre sollicitude et sur votre philantropie.

« Il serait à désirer que la majorité de ces réfugiés polonais et autres adoptassent, à l'exemple de quelques uns de leurs

compatriotes, le parti sage autant qu'honorable de se livrer à des professions lucratives qui permettront bientôt à ceux qui les ont embrassées de renoncer aux subsides de l'état.

« Les habitudes d'oisiveté ne peuvent qu'être funestes aux réfugiés qui n'ont point le bon esprit de les surmonter. Ils se préparent des regrets pour l'époque probablement *peu éloignée* où le gouvernement se verra dans la nécessité de réduire, de *supprimer peut-être* les allocations de secours. Dans l'intérêt de ces étrangers, comme dans celui de l'ordre public, n'épargnez donc, je vous prie, aucun soin, aucune recommandation pour les amener tous à rechercher dans le travil la compensation des réductions inévitables.

« Le gouvernement facilitera, autant que possible, le succès des déterminations qu'ils auraient prises dans ce but. »

Cette lettre correspond parfaitement à une circulaire adressée par M. le Préfet de l'Allier aux maires de ce département, dans laquelle on faisait aussi entrevoir aux Polonais le refus de leur accorder des subsides.

LES RÉFUGIÉS EN ANGLETERRE.

Le bal donné à Londres à l'Hôtel-de-Ville, au profit des réfugiés polonais, a produit plus qu'on ne l'avait pensé; la recette a été de 1,581 livres sterling, les frais de 656, et le bénéfice, de 925; ce qui fait environ 23,125 francs. Ceux des réfugiés qui quittent l'Angleterre reçoivent d'avance leurs subsides pour un an. Les dames commencent à s'intéresser beaucoup au sort des Polonais; une société vient d'être organisée à Edimbourg, sous la présidence de la duchesse d'Hamilton, dans le but de faciliter les moyens d'instruction aux enfans polonais.

NOUVELLES BIBLIOGRAPHIQUES.

Le dernier mois de l'année a été riche en nouvelles publications sur les affaires de la Pologne; voici le titre des principales :

1° Pomysły o potrzebie reformy towarzyskiéy.—Du besoin de la réforme sociale, par A. Ostrowski, sénateur palatin.

2° Émilie Plater, sa vie et sa mort, avec une préface de M. Ballanche, et le portrait d'Émilie.

3° La Pologne, scènes historiques, monumens, monnaies, médailles, costumes, etc., rédigés par une société de littérateurs. Première livraison, ornée de gravures sur acier.

4° Sprawa piesza. — Manœuvres d'infanterie, par le général Wroniecki, dédié à la société polonaise des études.

5° Système pénitenciaire des prisons russes en Pologne.

6° Catalogue de la librairie polonaise à Paris.

7° Krótki rys wypadków zaszłych w ogóle Emigracyi Polskiéy w Londynie. — Coup d'œil sur les faits relatifs aux Réfugiés Polonais à Londres.

8° Prawa człowieka i obywatela, oraz katechizm polityczny— Les droits de l'homme et du citoyen, et le catéchisme politique, par J. N. Janowski. (Seconde édition.)

9° Revue législative et de jurisprudence. (2e et 3e livrais.)

10° La vieille Pologne. (Septième livraison.)

11° Discours du sénateur palatin A. Ostrowski, prononcé à Paris, le 25 novembre 1834.

12° Carte générale de toutes les routes de poste de l'Europe, publiée par les officiers polonais de l'état-major.

13° Kurs publiczny historyi Francuzkiéy, od r. 1789 do 1830. — Cours public d'histoire de France, depuis 1789 jusqu'en 1830, par le citoyen Laponneraye.

NOUVELLES DIVERSES.

— Les réfugiés Polonais en Amérique n'ont point trouvé un accueil digne de leur grande infortune; ils sont en proie à la faim et à la misère; il paraît que l'égoïsme de ces républicains d'outre-mer est plus grande que leur sympathie pour la Pologne.

— Le jour du 29 décembre a été célébré dans les principales villes de France, avec beaucoup d'enthousiasme; partout les Polonais ont trouvé dans leurs anciens frères d'armes la plus touchante cordialité; les autorités locales ont concouru à cette solennité.

— Le dernier anniversaire de la révolution polonaise a été commémorée par une nouvelle médaille frappée à Bruxelles.

— Depuis le 1er janvier, un nouvel écrit périodique, intitulé *Północ* (le Nord), commencera à paraître, sous la direction de M. Czyński.

—D'après le journal officiel publié à Varsovie, la population du prétendu *royaume de Pologne* dans l'année 1833, a été ainsi répartie: hommes, 2,002,382; femmes, 2,035,543; catholiques, 3,331,717; professant le culte grec, 100,358; évangélistes, 180,886; réformés, 3,766; israélites, 414,843; de différentes religions, 6,358.—Total de la population, 4,037,925.

Malgré la 5e feuille que nous avons ajoutée comme étrennes à cette livraison, l'abondance des matières ne nous a pas permis d'insérer un article du plus haut intérêt sur la conduite scandaleuse et cruelle du gouvernement autrichien à l'égard des réfugiés polonais déportés en Amérique, et sur la triste situation de ces réfugiés dans le Nouveau-Monde.